



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

**9195<sup>e</sup>** séance

Mercredi 16 novembre 2022, à 15 heures  
New York

*Provisoire*

---

<i>Président :</i>	M. Agyeman . . . . .	(Ghana)
<i>Membres :</i>	Albanie . . . . .	M. Hoxha
	Brésil . . . . .	M. Costa Filho
	Chine . . . . .	M. Zhang Jun
	Émirats arabes unis . . . . .	M <sup>me</sup> Nusseibeh
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Thomas-Greenfield
	Fédération de Russie . . . . .	M. Nebenzia
	France . . . . .	M. de Rivière
	Gabon . . . . .	M <sup>me</sup> Ngyema Ndong
	Inde . . . . .	M <sup>me</sup> Kamboj
	Irlande . . . . .	M. Mythen
	Kenya . . . . .	M. Kiboino
	Mexique . . . . .	M. de la Fuente Ramírez
	Norvège . . . . .	M <sup>me</sup> Juul
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	Dame Barbara Woodward

## Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 ([verbatimrecords@un.org](mailto:verbatimrecords@un.org)). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Estonie, de la Pologne, de la Slovaquie et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également S. E. M. Olof Skoog, Chef de la Délégation de l'Union européenne, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M<sup>me</sup> DiCarlo.

**M<sup>me</sup> DiCarlo** (*parle en anglais*) : Depuis quelques jours, les Ukrainiens subissent des bombardements parmi les plus intenses de cette guerre qui dure depuis neuf mois. Missiles et drones russes pleuvent sur Kyïv, Mykolayïv, Tchernihiv, Tcherkassy, Jytomyr, Soumy, Kharkiv, Lviv, Poltava et ailleurs, détruisant ou endommageant des logements et perturbant gravement les services essentiels. L'incidence de telles attaques ne peut que s'aggraver durant les mois d'hiver à venir.

Au 14 novembre, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) avait recensé 16 631 pertes civiles, dont 6 557 tués et 10 074 blessés, depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Les récentes frappes ajouteront, hélas, au bilan déjà tragique de la guerre. Je le répète : les attaques visant des civils ou des infrastructures civiles sont interdites en droit international humanitaire.

Sur le plan militaire, la dynamique à l'œuvre sur le terrain continue d'évoluer. La semaine dernière, la ville de Kherson est revenue sous le contrôle du Gouvernement ukrainien. D'intenses batailles se poursuivent également dans les régions de Donetsk et de Louhansk. La guerre ne semble pas devoir finir. Tant qu'elle

continue, les risques de débordement catastrophique ne sont que trop réels. L'incident d'hier en Pologne, près de la frontière ukrainienne, a rappelé de manière effrayante la nécessité absolue d'empêcher toute nouvelle escalade. Je m'associe au Secrétaire général pour adresser mes condoléances aux familles des deux citoyens polonais tués dans l'incident.

On estime que les bombardements qui s'abattent sans cesse sur l'Ukraine ont déjà endommagé 40 % des capacités de production d'électricité du pays. Kyïv est la plus durement touchée. La plupart des quartiers de la capitale n'ont à présent plus de courant pendant 12 heures par jour. Tandis que le Gouvernement ukrainien se concentre sur la réparation des infrastructures endommagées, l'ONU a pour priorité de veiller à ce que les groupes les plus vulnérables reçoivent fournitures et services pour l'hiver. Plus de 185 000 personnes ont déjà reçu des fournitures de base essentielles pour l'hiver. Les partenaires humanitaires sont en train d'installer des points de chauffage près des lignes de front. Quelque 525 générateurs ont été fournis ou sont en cours de distribution aux institutions prioritaires, dont les hôpitaux, les centres collectifs et les cliniques.

L'accès humanitaire a été rétabli dans les zones de nouveau sous le contrôle du Gouvernement ukrainien, notamment Kherson. Cependant, il est toujours extrêmement difficile d'atteindre les personnes dans le besoin dans les régions de l'est et du sud qui sont contrôlées par l'armée russe, et de l'autre côté de la ligne de front. La pollution par les mines, en particulier dans les zones proches du front ou dans lesquelles le contrôle a récemment basculé, met encore plus de vies en danger, entravant la circulation des civils et les efforts humanitaires. Je rappelle aux parties qu'en vertu du droit international humanitaire, elles ont l'obligation de faciliter le passage rapide et sans entrave des secours humanitaires à destination de tous les civils qui en ont besoin.

Les allégations d'atrocités et de violation des droits humains en Ukraine au cours de cette guerre sont très nombreuses. Aujourd'hui, je veux mettre l'accent sur les graves inquiétudes concernant les droits, la sûreté et la sécurité des Ukrainiens les plus jeunes. Plus de 400 enfants ont été tués, et ils sont encore bien plus nombreux à avoir été blessés, à avoir perdu les membres de leur famille ou à avoir été forcés de quitter leur foyer. D'après Children of War, un portail gouvernemental, au 12 novembre, 279 enfants étaient portés disparus. Des rapports alarmants font également état de transferts

forcés d'enfants, y compris d'enfants placés en institution, vers le territoire sous occupation russe ou vers la Fédération de Russie. Le HCDH a recensé plusieurs cas, notamment d'enfants non accompagnés, qui semblent s'apparenter à des déportations vers la Fédération de Russie, en violation du droit international humanitaire.

Le HCDH continue également de rassembler des preuves sur d'autres types de violations des droits humains, notamment 57 cas avérés de violences sexuelles liées au conflit. Quarante-huit de ces cas sont imputables aux forces armées russes et aux groupes qui leur sont affiliés ; neuf sont imputables aux forces armées et aux forces de l'ordre ukrainiennes.

La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine continue d'œuvrer pour que les violations présumées des droits humains, les atteintes à ces droits et les violations du droit international humanitaire ne restent pas impunies, en menant des enquêtes en Ukraine et en dehors du territoire. Les membres de la Commission prévoient de se rendre de nouveau en Ukraine avant la fin de l'année.

Les conditions de vie des prisonniers de guerre sont un autre sujet de préoccupation. Je me félicite de la poursuite des échanges de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine, dont le plus récent remonte au 11 novembre. J'encourage les parties à continuer à libérer les prisonniers de guerre. J'appelle les parties à assurer un traitement humain des prisonniers de guerre, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, en particulier de la troisième Convention de Genève. Je demande également à la Fédération de Russie d'accorder au HCDH et au Comité international de la Croix-Rouge un accès sans entrave aux détenus.

La prorogation de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire reste cruciale pour contribuer à éviter que des millions de personnes ne subissent une crise alimentaire. Plus de 10 millions de tonnes de denrées alimentaires ont été transportées dans le cadre de l'Initiative et ont été livrées – ou sont en passe de l'être – à quelque 40 pays. Les retombées de l'Initiative vont bien au-delà des ports d'arrivée immédiats, elles contribuent aussi à faire baisser les prix des denrées alimentaires de base dans le monde entier. Le Secrétaire général a continué à œuvrer auprès de toutes les parties en faveur du renouvellement et de l'application intégrale de l'Initiative. Il a également insisté sur sa détermination à lever les derniers obstacles aux exportations de produits alimentaires et d'engrais russes. Ces produits ne font pas l'objet de sanctions internationales,

mais ils en subissent les effets indirects. Il est crucial de les remettre sur les marchés mondiaux dans les plus brefs délais.

Le risque d'un incident nucléaire dans le contexte des hostilités ouvertes en Ukraine reste un danger intolérable, et je souhaite me faire l'écho des vives préoccupations exprimées par de nombreux États Membres à cet égard. Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a récemment présenté un exposé au Conseil (voir S/PV.9172) sur les travaux menés dernièrement par l'Agence, notamment les discussions en cours concernant la centrale nucléaire de Zaporijia, ainsi que les évaluations des activités et des matières sur d'autres sites en Ukraine. L'AIEA a fait savoir qu'elle enverrait, dans les semaines à venir, des missions de sûreté et de sécurité nucléaires dans trois autres centrales nucléaires en exploitation ainsi qu'à Tchernobyl, à la demande du Gouvernement ukrainien. Je souligne une fois de plus qu'il est impératif de s'abstenir de toute activité militaire susceptible de compromettre la sûreté et la sécurité d'une installation nucléaire.

Avant même l'invasion du 24 février, l'Organisation des Nations Unies et de nombreux autres acteurs de la communauté internationale avaient mis en garde contre les conséquences d'une guerre à plus grande échelle en Ukraine – pour les Ukrainiens, tout d'abord, mais aussi pour une grande partie du monde. Ces craintes se sont avérées largement fondées. L'une des grandes victimes de la guerre a été le système international de sécurité collective que nous nous sommes tous engagés à défendre. Les dégâts occasionnés aux structures bâties pour résoudre ou gérer les tensions et les conflits sont considérables, ce qui complique d'autant plus la recherche d'une issue aux hostilités en Ukraine.

Il n'y a qu'un seul moyen de mettre fin à la mort, à la destruction et à la division. La guerre doit cesser. Et elle doit cesser dans le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies, comme l'a demandé l'Assemblée générale.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe, M<sup>me</sup> DiCarlo, de son exposé éclairant d'aujourd'hui.

Je tiens tout d'abord à évoquer l'explosion tragique qui a coûté la vie à deux personnes en Pologne, près de la frontière ukrainienne. Nous présentons nos plus sincères condoléances aux proches des citoyens polonais qui ont été tués. Comme l'a dit le Président Biden au Président Duda hier soir, nous nous tenons aux côtés de la Pologne dans ce moment difficile, et avons offert notre plein appui et notre assistance à l'enquête menée par la Pologne pour déterminer exactement ce qui s'est passé. Nous avons une confiance totale dans l'enquête du Gouvernement polonais, et saluons le calme, la prudence et la sobriété de sa réaction.

Bien que nous ne disposions pas encore de tous les éléments, une chose est certaine : cette tragédie n'aurait jamais eu lieu sans l'invasion injustifiée de l'Ukraine par la Russie et ses récentes attaques de missiles contre les infrastructures civiles ukrainiennes. La Charte des Nations Unies est claire : l'Ukraine a le droit de se défendre contre ces attaques, de lutter pour la sauvegarde de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

Les plus de 90 missiles qui se sont abattus sur Kyïv et d'autres cibles en Ukraine ont ravagé les infrastructures civiles. De fait, il pourrait s'agir de l'attaque de missiles la plus importante depuis le début de la guerre. À présent, des millions d'Ukrainiens sont privés de chauffage et d'électricité. Nous exprimons notre solidarité au peuple ukrainien face aux conséquences de cette attaque, et nos plus sincères condoléances pour les vies perdues.

Il s'agit d'une tactique délibérée de Poutine. Il semble en être venu à la décision que, s'il ne peut s'emparer de l'Ukraine par la force, il cherchera à contraindre le pays à se soumettre. On peut difficilement exagérer l'horreur de ces attaques. Au cours de ma visite en Ukraine la semaine dernière, j'ai vu de mes propres yeux l'immense souffrance que ce type d'attaques et cette guerre ont infligée au peuple ukrainien et, plus généralement, à l'Europe. Je le sais, nous avons tous vu les photos de terrains de jeux en ruines, d'hôpitaux bombardés et de maisons détruites partout en Ukraine ; mais aucune photo ne peut rendre compte des vies réelles qui sont bouleversées, et des personnes en chair et en os qui paient un terrible tribut à la guerre menée par la Russie contre un autre État Membre.

Ce tribut, je l'ai senti en parlant avec une mère à Kyïv, qui a dû tenir la main sanglante et sans vie de sa fille après le bombardement par la Russie de son immeuble. Sa fille, pour reprendre les mots de sa mère, « voulait juste aller à l'école ».

Ce tribut, je l'ai senti pendant ma rencontre avec une travailleuse humanitaire qui a été détenue et torturée par les forces russes. Son traumatisme était tel qu'elle n'a pu partager qu'une partie des horreurs qu'elle a enduré, ne pouvant mettre de mots sur le reste.

Ce tribut, je l'ai senti quand j'ai rencontré une petite fille de 10 ans, Malina, qui vivait dans une installation où des familles déplacées étaient rassemblées pour se préparer à affronter un hiver glacial, installation qui avait elle-même déjà été frappée et endommagée par des missiles russes. Je m'étais rendue sur place pour annoncer une augmentation du financement de l'aide humanitaire par les États-Unis, destinée à apporter des fournitures et un appui, alors que la Russie se préparait à faire de l'hiver une arme. J'ai fait cette annonce dans l'obscurité, pendant une panne de courant provoquée par les attaques russes. Après, j'ai demandé à Malina ce qu'elle comptait faire lorsque la guerre serait terminée. Je sentais qu'elle avait déjà réfléchi à la question. Elle a simplement répondu qu'elle voulait voir sa meilleure amie, qu'elle n'avait pas vue depuis le début de la guerre. Et je dois avouer que je me suis demandé si elle reverrait un jour son amie.

Lorsque j'ai rencontré le Président Zelenskyy, son message était simple. Il cherche la paix. Il m'a dit rechercher une paix juste fondée sur la Charte des Nations Unies et les principes qu'elle consacre, ce que tous les membres du Conseil sont ici pour soutenir et défendre. Nous ne pouvons pas en dire autant de la Russie. Comme l'a déclaré le Secrétaire d'État Blinken au Conseil, « [s]i la Russie cesse de combattre, la guerre prendra fin. Si l'Ukraine cesse de se battre, l'Ukraine disparaîtra. » (*S/PV.9135, p.11*). Ce sont les civils ukrainiens qui sont en danger. Ce sont les civils ukrainiens dont les réseaux électriques ont été pris pour cible et qui ne savent pas comment ils pourront se chauffer pendant l'hiver. Ce sont les civils ukrainiens qui souffrent.

Il y a un homme assis confortablement à Moscou qui peut mettre un terme à cette guerre brutale et horrible maintenant, en cet instant. Mais en attendant, nous devons atténuer non seulement l'ampleur de la crise humanitaire et des droits humains qui frappe l'Ukraine, mais aussi les effets persistants de cette guerre inutile. Il suffit d'observer les dégâts considérables que provoque l'exacerbation par la Russie de la crise mondiale de sécurité alimentaire.

Si les membres du Conseil cherchent un moyen concret d'apaiser les tensions et d'aider les personnes dans le besoin, ils devraient appuyer et garantir la

prorogation de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire. Selon les données de l'ONU, près de 500 navires, transportant plus de 10 millions de tonnes de céréales et d'autres produits alimentaires, ont été exportés dans le cadre de l'Initiative. Cela suffit pour nourrir des dizaines de millions de personnes. L'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire a contribué à stabiliser les marchés alimentaires, puisque les prix sont revenus aux niveaux d'avant-guerre. Les deux tiers du blé exporté dans le cadre de l'Initiative était destiné aux pays du Sud. Mais la date limite pour la prorogation de l'accord approche à grands pas.

Lorsque j'étais à Kyïv, j'ai visité un grenier et les agriculteurs m'ont dit qu'ils avaient besoin que l'accord soit prorogé car cela leur donnerait la confiance nécessaire pour planter leur blé et continuer d'être le grenier du monde en développement. J'ai pu entendre le désespoir dans leurs voix, et je leur ai promis de transmettre leur message au Conseil de sécurité.

La Russie doit proroger cet accord essentiel, qui permet de sauver des vies. Elle doit permettre à ces navires de continuer d'alimenter le monde. Je demande à nos collègues du Conseil de reprendre à leur compte ces appels, avec le même sentiment d'urgence, pour préserver cet accord.

À long terme, la seule façon de garantir que l'offre des produits alimentaires ne continue pas d'être compromise est que la Russie retire ses troupes, cesse ses atrocités et mette un terme à la guerre. En attendant, nous remercions la Türkiye et l'ONU des efforts qu'elles déploient afin de préserver et d'étendre cette initiative vitale. J'espère sincèrement que nous pourrons continuer d'œuvrer, avec l'Ukraine aux commandes, en faveur d'une paix juste et durable.

**M. Hoxha** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé détaillé.

Nous tenons une nouvelle séance sur l'Ukraine et pourtant, après neuf mois d'une guerre brutale, nous continuons de déplorer la perte de vies innocentes, d'innombrables décès inutiles, des souffrances humaines généralisées, des destructions massives, l'insécurité alimentaire et un ordre mondial ébranlé dans ses fondements.

Normalement, neuf mois, c'est le temps qu'il faut aux êtres humains pour donner naissance à un bébé. La Russie a utilisé ce temps pour provoquer une catastrophe d'une ampleur terrible, notamment en rendant une vie

normale impossible pour tout le monde, y compris les bébés nés en Ukraine depuis le 24 février. Pour quelle raison a-t-elle agi ainsi ? Pour un rêve qui s'est transformé en cauchemar et une erreur d'appréciation qui a viré à l'obsession.

Ce que certains craignaient, et que d'autres anticipaient, s'est produit hier. Un missile a atterri dans une ferme en Pologne, tuant deux personnes. Il a atterri à peu près au même moment où un barrage de missiles russes a frappé l'ouest de l'Ukraine. Une enquête approfondie est en cours et nous attendons avec impatience ses conclusions. Mais cela ne change rien à la question de fond : tant que la guerre continue, nous courons le risque d'un débordement, qu'il soit accidentel ou délibéré. Cet incident devrait être un rappel brutal que ceux qui s'engagent dans une voie d'escalade inutile et imprudente en subiront les conséquences.

Nous, tout comme le monde, savons que les conséquences de la guerre ne se limitent pas à l'Ukraine. La République de Moldova s'est déjà plainte des conséquences des tirs de missiles russes près de ses frontières, et des parties de son territoire connaissent des coupures de courant en raison des missiles russes qui frappent les villes et des infrastructures vitales ukrainiennes.

Nous présentons nos condoléances aux familles des victimes et aux peuples polonais et ukrainien. Nous réaffirmons notre solidarité totale et indéfectible avec la Pologne, comme avec tous les autres membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Soyons clairs : il ne s'agit pas d'une guerre entre la Russie et l'OTAN, ni d'une guerre entre la Russie et l'Occident. Cela n'a jamais été le cas, malgré la propagande du Kremlin pour justifier sa débâcle. Cette guerre est et reste un choix, un pur acte d'agression non provoqué et une tentative d'accaparement de territoire. Cette guerre doit cesser, au lieu de s'étendre. La Russie l'a déclenchée ; elle doit y mettre un terme, et elle aurait dû le faire il y a longtemps.

Hier, le Président Zelenskyy a proposé un plan de paix en 10 points au sommet du Groupe des Vingt qui s'est tenu en Indonésie, faisant une nouvelle fois preuve de leadership en signalant clairement qu'il était prêt à recourir à la diplomatie pour mettre fin à cette guerre injuste et injustifiée. Ce plan prévoit des mesures pour assurer la sécurité nucléaire et la sécurité alimentaire, un tribunal spécial pour les crimes de guerre et un traité de paix définitif avec la Russie.

Malheureusement, mais sans surprise, la réponse ahurissante à cette proposition a été une nouvelle vague de missiles, les tirs de missiles les plus importants effectués par la Russie en un mois, des missiles qui ont de nouveau pris pour cible des zones résidentielles et des infrastructures électriques dans plusieurs régions du pays, dans le but de détruire les services publics essentiels, tels que les infrastructures d'électricité, d'eau et de gaz partout en Ukraine. Alors que l'hiver devient plus rude, plus de sept millions d'Ukrainiens se retrouvent sans électricité et l'approvisionnement en électricité est dans un état critique.

S'agissant des événements d'hier, il n'y a pas eu d'erreur. Cela ressemble plus à de la terreur. Incapable de s'imposer sur le terrain, la Russie a décidé de tout militariser, y compris la météo, le but étant de soumettre une nation entière par un froid glacial. Mais il semble qu'elle n'a pas compris que l'Ukraine n'a plus rien à perdre dans ce combat. En raison de la résistance héroïque des courageux Ukrainiens, il est clair que pour la Russie, la victoire est impossible, la progression est un objectif inaccessible et les acclamations sont inconcevables.

La Russie a décidé de retirer ses troupes de Kherson. Ce n'était pas le premier de ces revirements soudains. Elle a déjà fait la même chose dans les environs de Kyïv cette année. Personne, y compris en Russie, ne croit plus à ce langage camouflé. La soi-disant opération spéciale ne peut dissimuler l'échec, et la retraite ne peut cacher la défaite. Il y a quelques semaines seulement, le 30 septembre, le Kremlin a proclamé que Kherson était russe pour toujours. Aujourd'hui, quelques semaines plus tard, ce « toujours » est devenu ce qu'il devrait être : jamais.

Il serait plus sage pour la Russie de revenir à la raison, de mettre un terme immédiatement à toutes ses hostilités et de retirer sans condition toutes ses forces et tous ses équipements militaires de l'ensemble du territoire ukrainien. Je voudrais réaffirmer une fois de plus que toute annexion de territoire par un autre État qui résulte de la menace ou de l'emploi de la force constitue une violation des principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international, et qu'elle ne sera pas acceptée.

La Fédération de Russie continue de violer le droit international et d'en faire fi de manière flagrante. La Secrétaire générale adjointe DiCarlo a mentionné certains aspects importants de ces violations. L'utilisation de missiles, de drones et d'armes explosives dans des zones peuplées est interdite par le droit international,

y compris par les résolutions contraignantes du Conseil de sécurité pour lesquelles la Russie a voté.

Les violations des droits humains et du droit international humanitaire, les disparitions forcées et les détentions arbitraires de civils, les actes de torture et les mauvais traitements infligés aux civils et aux prisonniers, ainsi que les cas de violence sexuelle liés au conflit, sont généralisés, et des éléments de preuve y relatifs ont été recueillis. Ces violations graves ne peuvent pas rester impunies. Les victimes et les membres de leur famille appellent à la justice et à la reddition de compte.

La Russie peut continuer d'entraver l'adoption de résolutions par le Conseil de sécurité, mais, comme nous l'avons vu à plusieurs reprises et de manière convaincante, notamment lundi dernier (voir A/ES-11/PV.15), elle ne peut pas opposer son veto aux décisions de l'Assemblée générale et aux autres initiatives visant à réclamer et à garantir des réparations et l'application du principe de responsabilité.

Nous réaffirmons notre appui ferme à l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire. Nous demandons une fois de plus sa prorogation après le 22 novembre, afin de maintenir cette ligne d'approvisionnement alimentaire essentielle ouverte au reste du monde. Son impact est connu et ressenti partout dans le monde, et toute autre décision qu'une prorogation reviendrait à punir cyniquement des personnes qui ont cruellement besoin d'assistance.

Pour terminer, je tiens à rappeler que le bilan de la guerre est déjà alarmant. Avec chaque jour qui passe, le bilan continuera de s'alourdir pour tous, en particulier pour l'Ukraine, mais aussi pour tous les autres, y compris la Russie elle-même. Au cours des neuf derniers mois, rien ne s'est déroulé comme prévu en Ukraine, pour la simple raison que le plan russe était problématique et l'intention sur lequel il reposait était répréhensible. La réalité s'est avérée désastreuse. Il est temps de changer de cap, de faire taire les armes, de faire ses bagages, de rentrer chez soi et de parler de paix, pas de guerre.

**M. de Rivière** (France) : Alors que les dirigeants du Groupe des Vingt se réunissaient pour défendre la paix, la Russie a démontré une fois de plus son absence de scrupules en lançant une nouvelle campagne de frappes contre les villes ukrainiennes, en ciblant des infrastructures civiles. La France condamne avec la plus grande fermeté ces frappes qui constituent des violations flagrantes du droit international. Elle réaffirme son soutien à l'Ukraine. J'exprime par ailleurs la solidarité

de la France avec la Pologne et nos condoléances pour les victimes, que le Président Macron a exprimées hier soir au Premier Ministre polonais.

La Russie porte l'entière responsabilité de la guerre. Ce sont ses frappes massives contre l'Ukraine qui menacent la stabilité et la sécurité internationales et peuvent mener à une escalade involontaire. L'Ukraine ne fait qu'exercer son droit le plus strict à se défendre.

Par cette agression, la Russie viole délibérément la Charte des Nations Unies, et notamment le principe d'intégrité territoriale de l'Ukraine. Dès le 16 mars, la Cour internationale de Justice a exigé la suspension des opérations militaires de la Russie. Bientôt neuf mois de guerre, et les attaques contre les civils et les infrastructures civiles se poursuivent. La Russie vise désormais les centrales électriques et hydroélectriques et les réseaux de chauffage, situés loin derrière la ligne de front, avec l'objectif assumé de briser la résistance d'un peuple qui lutte pour sa liberté.

Parce qu'elle recule sur le terrain, la Russie cherche à plonger l'Ukraine dans le froid et le noir à l'approche de l'hiver. Cette stratégie est d'ores et déjà un échec : elle n'entame en rien la résistance du peuple ukrainien. Elle renforce au contraire sa détermination. La libération de Kherson en est une nouvelle illustration. Plus la Russie s'obstine à faire durer cette guerre, plus elle aggrave les conséquences énergétiques, alimentaires et économiques de celle-ci.

Nous avons entendu au cours des dernières semaines, dans cette même salle, la Russie multiplier les accusations outrancières concernant la préparation d'une bombe sale par l'Ukraine. Les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui ont été conduites à Kyïv, Zhovti Vody et Dnipro, à la demande des autorités ukrainiennes, n'ont relevé aucune activité ou matière non déclarée. Nous avons désormais la confirmation que ces allégations étaient totalement infondées. La France salue la rapidité avec laquelle l'AIEA s'est rendue sur place, et elle félicite l'Ukraine pour sa transparence.

La Russie n'hésite pas à instrumentaliser l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Le sort de millions de personnes dépend de la prolongation des accords d'Istanbul. Après avoir d'abord suspendu pendant quelques jours sa participation à l'Initiative sur l'exportation des céréales par la mer Noire, la Russie cherche désormais à monnayer son accord au renouvellement de celle-ci. Ce chantage est intolérable. Tout doit être mis en œuvre

pour que les exportations de céréales ukrainiennes se poursuivent sans entrave.

Nous appelons la Russie à ne pas faire obstacle au renouvellement des accords du 22 juillet. La France continuera d'appuyer les efforts du Secrétaire général et de la Türkiye en ce sens. Elle continuera également de se mobiliser avec ses partenaires européens dans le cadre des voies de solidarité, qui ont permis l'exportation, par voies fluviales et terrestres, de près de 15 millions de tonnes de céréales et autres produits alimentaires.

Je rappelle que l'Union européenne, les États-Unis et le Royaume-Uni ont publié, le 14 novembre, des lignes directrices visant à faciliter les exportations de produits alimentaires et d'engrais russes. La France a annoncé une contribution à hauteur de 7,5 millions d'euros pour financer l'acheminement, par le Programme alimentaire mondial, d'engrais vers l'Afrique.

La Russie ne pourra s'exonérer de sa responsabilité pour les crimes commis en Ukraine. Je salue l'adoption par l'Assemblée générale d'une résolution (résolution ES-11/5) recommandant la création d'un registre des dommages subis par toutes les victimes ukrainiennes.

La France salue le courage et la résistance du peuple ukrainien. Nous continuerons de nous tenir à ses côtés. La France organisera conjointement avec l'Ukraine, le 13 décembre prochain, une conférence de soutien à l'Ukraine. Elle visera à répondre à l'urgence et à augmenter la fourniture de l'aide internationale, qu'il s'agisse de matériel de première nécessité ou de la reconstruction d'infrastructures critiques, en particulier énergétiques.

La France réitère son soutien indéfectible à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine face à l'agression que mène la Russie. Nous restons déterminés à poursuivre notre soutien aux efforts de l'Ukraine pour défendre son territoire aussi longtemps qu'il le faudra.

**Dame Barbara Woodward** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe, M<sup>me</sup> DiCarlo, de son exposé.

Je tiens en premier lieu à exprimer notre sympathie et nos condoléances au peuple polonais et aux familles des personnes blessées et tuées dans l'incident survenu hier. Dans l'attente du résultat de l'enquête, il ne fait aucun doute que cette tragédie est incontestablement liée à l'invasion illégale et injustifiée de l'Ukraine par la Russie et à son attaque inhumaine contre les

civils dans tout le pays. Hier, au moment où le Président Zelenskyy présentait au Groupe des Vingt son plan de paix en 10 points pour l'Ukraine, les civils ukrainiens étaient confrontés aux plus intenses frappes de missiles et de drones russes depuis la première semaine de la guerre. Nous présentons nos condoléances au peuple ukrainien et aux familles des personnes blessées dans ces attaques.

Les attaques systématiques de la Russie contre les infrastructures critiques ukrainiennes ont privé des millions de personnes d'électricité, de chauffage, d'eau, de médicaments et de nourriture, alors que les températures commencent à descendre en-dessous de zéro. Qui plus est, nous avons une fois de plus pris connaissance à l'ONU aujourd'hui d'informations détaillées faisant état de la mort de civils, de violence sexuelle et de déportations forcées d'enfants. La Russie tente sciemment de s'octroyer un avantage militaire en suscitant le désespoir. Les attaques de cette nature pourraient constituer des violations du droit international humanitaire et sont, quoi qu'il en soit, profondément inhumaines.

Lundi, l'Assemblée générale a adopté une résolution (résolution ES-11/5) sur l'établissement d'un mécanisme international aux fins de la réparation des dommages, pertes ou préjudice résultant des faits internationalement illicites commis par la Russie contre l'Ukraine. Cela a permis de franchir une première étape importante en vue de rendre justice à l'Ukraine.

Nous ne doutons pas que l'Ukraine finira par l'emporter face à l'agression de la Russie. La libération de Kherson témoigne de la force, du courage et de la détermination avec lesquels le peuple ukrainien défend ses droits à l'égalité souveraine et à l'intégrité territoriale, qui sont garantis par la Charte des Nations Unies. Le Royaume-Uni continuera de se tenir aux côtés du peuple ukrainien.

Mais tandis que la guerre fait rage, nous devons également continuer de gérer du mieux que nous pouvons ses effets plus généraux. C'est pourquoi nous appuyons fermement l'Initiative sur l'exportation des céréales par la mer Noire, qui joue un rôle essentiel en contribuant à atténuer le risque important d'insécurité alimentaire mondiale. Nous appuyons fermement les efforts de l'ONU visant à la renouveler.

En définitive, cette guerre est la conséquence des mesures unilatérales prises par la Fédération de Russie. La marche à suivre est donc simple : la Russie doit mettre fin aux hostilités, se retirer de l'intérieur des frontières

internationalement reconnues de l'Ukraine et s'engager à prendre la voie du dialogue.

**M<sup>me</sup> Nusseibeh** (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Avant tout, les Émirats arabes unis présentent leurs sincères condoléances à la Pologne après la mort de deux civils dans l'incident d'hier. La nouvelle selon laquelle un missile a frappé le territoire polonais et l'augmentation du nombre de frappes dans toute l'Ukraine ont semblé être le signe de l'escalade effrayante dont beaucoup d'entre nous ont parlé dans cette salle. Cela démontre clairement que tant que les combats se poursuivent, chaque jour est un pari risqué dans lequel il ne peut y avoir de gagnant.

La situation humanitaire en Ukraine est une source de profonde préoccupation. À l'approche de l'hiver, 40 % du système électrique du pays serait endommagé et 30 % des centrales électriques détruites, ce qui risque d'aggraver la crise humanitaire du fait du manque de chauffage. Dans le monde entier, et tout récemment au sommet du Groupe des Vingt (G20) en Indonésie, les gouvernements continuent de mettre en garde contre les conséquences de la guerre sur l'approvisionnement alimentaire mondial. Outre l'exportation de céréales, l'approvisionnement en ammoniac et en engrais, qui sont essentiels pour garantir des rendements suffisants pour la récolte de l'année prochaine, est également une priorité. Comme l'a dit le Secrétaire général, nous ne pouvons pas laisser la crise d'accessibilité financière de cette année se transformer en crise de disponibilité l'année prochaine. Nous nous associons à l'appel lancé en faveur du renouvellement de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire et exhortons les parties prenantes à trouver une solution qui garantisse la prorogation des accords, une avancée décisive pour laquelle nous remercions l'ONU et la Turquie. De même, nous félicitons le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et les autres acteurs humanitaires des efforts inlassables qu'ils déploient pour apporter aux civils ukrainiens des fournitures essentielles, notamment les récents convois qui ont été envoyés vers le sud de l'Ukraine.

Alors que l'aide humanitaire et les efforts pour renouveler l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire se poursuivent, nous devons reconnaître que cela ne suffit pas. Seul un règlement durable et pacifique du conflit mettra un terme aux souffrances qu'il cause. Nous jugeons encourageantes les récentes déclarations publiques évoquant les contours d'un éventuel accord de paix. Le Conseil doit apporter sa contribution

en appuyant tout effort visant à engager des pourparlers, et nous devons nous concentrer sur les mesures qui sont susceptibles de rapprocher les parties plutôt que sur celles qui sont susceptibles de les éloigner davantage.

Le mois dernier a marqué le soixantième anniversaire de la crise des missiles à Cuba. À l'époque, une diplomatie pragmatique et inventive avait permis au monde d'éviter le pire. Les déclarations publiques appelant au calme et à la retenue en réponse aux nouvelles en provenance de Pologne et soulignant la nécessité d'établir les faits sur le terrain ont permis d'éviter une nouvelle escalade ces dernières 24 heures. Mais l'épisode dans son ensemble est un avertissement déconcertant quant aux risques liés à la poursuite de la guerre. Cela ne saurait être la nouvelle normalité ; les enjeux sont trop importants, en particulier pour l'Ukraine. Je tiens à rappeler la déclaration faite à l'issue du G20. Nous devons faire respecter le droit international et le système multilatéral, défendre la Charte des Nations Unies et respecter le droit international humanitaire. En commençant par la désescalade nécessaire de toute urgence, nous devons encourager l'adoption de mesures de confiance et ouvrir des canaux de communication pour mettre fin au conflit et faire en sorte que l'époque actuelle ne soit pas celle de la guerre.

**M. de la Fuente Ramírez** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, de son exposé.

Le missile qui est tombé hier sur le territoire de la Pologne, quelle que soit son origine et qu'il s'agisse d'un acte intentionnel ou non, est une source de profonde préoccupation. Nous présentons nos condoléances aux proches des personnes qui ont été victimes de ces faits déplorables. L'incident nous rappelle que les risques d'une extension du conflit sont réels et nous oblige à redoubler d'efforts pour trouver rapidement une issue diplomatique qui mettra fin aux souffrances de la population civile dans toute la région.

Je voudrais formuler quatre observations. Premièrement, je tiens à appeler l'attention du Conseil sur la situation humanitaire. Aux dégâts accumulés au cours de neuf mois de conflit viennent maintenant s'ajouter la destruction des infrastructures électriques et l'arrivée de l'hiver. Le manque d'électricité compromet de nombreux autres services de base, l'approvisionnement en eau n'étant qu'un exemple. Tout cela met encore plus en péril la vie et la santé de millions de civils. Si la détérioration des conditions de vie se poursuit, cela va

entraîner une nouvelle vague de déplacements à l'heure où les communautés d'accueil sont déjà surchargées. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 7,8 millions d'Ukrainiens ont dû quitter leur pays, tandis que 6 millions d'autres sont déplacés à l'intérieur du pays. Dans ce contexte, l'aide humanitaire devient indispensable à la survie des populations, surtout des plus vulnérables. Nous appelons une fois encore à permettre un accès sans entrave à l'ensemble de la population civile, y compris dans les régions occupées, où la loi martiale a été décrétée.

Bien que cela soit moins évident, le conflit a également de graves répercussions sur la santé mentale de la population. Les plus de 400 enfants qui sont morts et les 279 autres qui sont portés disparus montrent de manière très tragique la douleur que cette guerre cause. Le Mexique réaffirme l'importance d'inclure des services de soutien psychosocial dans les stratégies d'intervention humanitaire. Les conséquences du conflit sur la santé mentale de la population ne s'évanouiront pas avec la fin de la guerre. C'est pourquoi il sera également indispensable d'élaborer une stratégie à long terme pour remédier à cette dimension du conflit, une dimension aussi silencieuse que douloureuse.

Deuxièmement, je voudrais évoquer la question de la sécurité nucléaire. La situation autour de la centrale nucléaire de Zaporijia demeure une source de préoccupation. Nous appelons une fois encore à mettre en place une zone de protection et de sécurité autour de la centrale, comme l'a proposé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le Mexique salue le travail de l'AIEA, en particulier la vérification de trois sites en raison des doutes qu'avait émis l'une des parties quant aux activités qui s'y déroulaient. Nous prenons acte du fait que l'AIEA a conclu qu'il n'y avait pas de preuves d'activités nucléaires ou de matières nucléaires non déclarées. Nous suivrons attentivement les résultats des visites effectuées dans d'autres centrales nucléaires, notamment à Tchernobyl, dans les semaines à venir. Même s'il est incontestable que la situation à la centrale de Zaporijia est critique, il importe de souligner que dans un conflit tel que celui-ci, toutes les installations nucléaires peuvent devenir le site d'une catastrophe pour la population et l'environnement.

Troisièmement, je voudrais évoquer l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, qui, comme cela a été dit dans cette salle, joue un rôle déterminant en contribuant à atténuer l'insécurité alimentaire, qui touche principalement les pays en développement. Par conséquent, il est indispensable qu'elle se poursuive et

qu'à son tour, l'accord conclu pour faciliter l'accès des produits alimentaires et des engrais russes, y compris l'ammonium, aux marchés mondiaux, soit pleinement mis en œuvre. Nous saluons les efforts déployés par le Secrétaire général pour lever les très nombreux obstacles auxquels se heurtent les exportations de ces produits. Ces accords sont une lueur d'espoir pour celles et ceux d'entre nous qui croient que le dialogue et la diplomatie sont des moyens de trouver une solution au conflit, malgré les nombreux désaccords qui semblent parfois presque insurmontables.

Enfin, je voudrais dire qu'il est indispensable de faire progresser les enquêtes internationales pour garantir l'application du principe de responsabilité. Les personnes qui ont commis des crimes dans ce conflit devront être traduites en justice. La communauté internationale doit au moins cela aux victimes et à leurs proches. Nous suivrons donc de près les travaux de la Cour pénale internationale à cet égard.

Je conclus mon intervention en réaffirmant que le Mexique insiste sur le fait qu'il convient d'explorer de nouvelles formules favorisant la médiation et le dialogue pour mettre fin à cette guerre. Le Mexique réaffirme son appui à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

**M. Kiboïno** (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé d'aujourd'hui, qui montre clairement que la guerre en Ukraine continue de causer d'énormes souffrances aux civils, bien au-delà de ce qui est acceptable au regard du droit international et du droit international humanitaire. Nous présentons nos condoléances à toutes les familles et communautés qui ont perdu des êtres chers dans la guerre, y compris lors de l'incident survenu hier en Pologne, et nous prions pour le prompt rétablissement des personnes blessées et traumatisées.

Nous sommes gravement préoccupés par le fait que les civils et les objets indispensables à leur survie, notamment les habitations, les établissements de santé et les abris, ainsi que les infrastructures d'énergie et d'eau, continuent d'être pris pour cible.

Cette guerre, qui survient dans le prolongement d'un conflit politique de longue durée, est une atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et constitue une violation des principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies. Les alliances militaires qui se forment dans les deux camps donnent à la guerre une empreinte régionale et mondiale. Le risque d'escalade

pouvant mener à l'emploi d'armes de destruction massive permet d'affirmer qu'une victoire militaire claire à un coût acceptable pour l'humanité est impossible.

Il n'y a pas de solution militaire à long terme. Poursuivre la guerre ne fera que retarder les négociations en causant des dommages toujours plus importants. Le Kenya réitère donc son appel à la cessation immédiate des hostilités.

Les négociations ne seront pas faciles, surtout si elles doivent être pleinement conformes à la Charte des Nations Unies et protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, mais elles peuvent aboutir, comme cela a déjà été le cas dans l'histoire mouvementée de l'Europe. Il sera également essentiel que ces négociations soient accompagnées ou suivies d'un règlement plus global permettant de stabiliser ce qui est aujourd'hui un ordre de sécurité européen profondément compromis.

Le monde a besoin de la paix en Ukraine et en Europe. Aux coûts humanitaires que la guerre entraîne pour le peuple ukrainien s'ajoutent les coûts subis par des millions de personnes dans le monde. Nous saluons à nouveau l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, à visée humanitaire et facilitée par l'ONU, et nous demandons instamment son renouvellement sur une base permanente. Les exportations de céréales et d'engrais en provenance d'Ukraine par la mer Noire, ainsi que depuis la Fédération de Russie par les corridors terrestres, doivent être assurées. Malheureusement, les blocages unilatéraux de denrées alimentaires et d'engrais persistent, contrairement aux assurances données.

Nous invitons donc le Secrétaire général à commander d'urgence une évaluation des blocages officiels et non officiels, et à faire rapport de ses conclusions au Conseil de sécurité. Les organisations humanitaires, telles que le Programme alimentaire mondial, doivent faire de même. Nous encourageons également les organisations régionales, telles que l'Union européenne et l'Union africaine, à examiner les expériences de leurs États membres en matière d'exportation sans entrave de denrées alimentaires et d'engrais ukrainiens et russes vers les marchés mondiaux et à en rendre compte.

Notre région, la Corne de l'Afrique, fait face à la pire sécheresse jamais connue depuis des décennies. Nous n'avons pas les moyens de payer des engrais excessivement chers si nous voulons éviter une aggravation de l'insécurité alimentaire au cours de l'année à venir. Nous devons aller au-delà des assurances politiques

sur la libre circulation de ces biens vitaux pour évaluer de manière transparente et rigoureuse la réalité sur le terrain et en rendre compte. Le Conseil doit passer de la parole aux actes en garantissant des effets concrets car des millions de vies en dépendent.

La crise offre une occasion propice. L'Afrique est la région la plus touchée par l'insécurité alimentaire dans le monde, alors qu'elle possède la plus grande superficie de terres arables sous-utilisées et que sa population est encore majoritairement rurale. Trop de familles africaines consacrent une part disproportionnée de leurs revenus à l'achat de nourriture. C'est l'un des principaux facteurs de l'instabilité politique qui a malheureusement conduit le continent à tenir le record du nombre de situations de conflit dont le Conseil de sécurité est saisi.

Nous avons maintenant une occasion historique de mettre en place des mesures d'atténuation des risques financiers, des transferts de technologie et des investissements pour transformer la productivité agricole sur le continent. Bien que nous saluons les efforts humanitaires déployés pour offrir une aide, notre objectif doit être une production suffisante. L'efficacité des accords de coopération conclus entre le continent et d'autres régions et grandes puissances doit être mesurée à l'aune de l'augmentation de la production de denrées alimentaires et d'engrais qu'ils entraînent en Afrique, pour que le continent ne soit plus jamais aussi vulnérable qu'aujourd'hui.

Plus cette guerre se prolongera, plus ses effets malveillants s'étendront. Alors que de plus en plus de citoyens souffrent dans de plus en plus de pays, leurs revendications politiques pourraient se traduire par une moindre solidarité mondiale avec le peuple ukrainien qui souffre. Chaque pays qui appelle à cette solidarité doit examiner sa propre conduite lorsqu'il s'agit de permettre la libre circulation des denrées alimentaires et des engrais, et agir avec compassion et empathie envers ceux qui en ont besoin dans le monde.

Pour terminer, le Kenya réaffirme son attachement au respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de l'Ukraine.

**M<sup>me</sup> Kamboj** (Inde) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé et du point qu'elle a fait sur la situation en Ukraine.

L'Inde reste préoccupée par la situation en Ukraine, notamment par la mort de civils et par le fait

que les infrastructures civiles sont prises pour cible. Depuis le début du conflit, l'Inde appelle systématiquement à la cessation immédiate des hostilités et à la fin de la violence. Nous avons invité les deux parties à revenir sur la voie de la diplomatie et du dialogue, et exprimé notre soutien à tous les efforts diplomatiques déployés pour mettre fin au conflit. Nous sommes donc prêts à appuyer tous les efforts axés sur la désescalade. Le Premier Ministre indien a déclaré sans ambiguïté que cette ère ne peut être une ère de guerre.

Nous espérons que la communauté internationale continuera de donner suite à l'appel à l'aide humanitaire. Jusqu'à présent, l'Inde a procédé à 12 envois d'aide humanitaire à destination de l'Ukraine, et nous sommes prêts à faire plus.

Je dirai également que les répercussions du conflit ukrainien ne se limitent pas à l'Europe. Les pays du Sud, en particulier, subissent de graves conséquences économiques, et la sécurité énergétique et alimentaire suscite des inquiétudes croissantes en raison du conflit, après les tensions importantes créées par deux années de pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

En ce qui concerne les initiatives portant en particulier sur des questions telles que les expéditions de céréales alimentaires et d'engrais, nous espérons vivement que l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, facilitée par l'ONU, avec son compromis général sur les engrais, sera renouvelée dans les prochains jours et sera mise en œuvre sérieusement sous tous ses aspects et par toutes les parties.

Je tiens à assurer le Conseil que l'Inde continuera d'aborder le conflit en Ukraine sous l'angle humain. Nous fournissons une aide humanitaire à l'Ukraine et un soutien économique à plusieurs de nos voisins du Sud qui sont aux prises avec des problèmes économiques.

Pour terminer, je répète que l'ordre mondial est ancré dans les principes consacrés par la Charte des Nations Unies, le droit international et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les États.

**M<sup>me</sup> Ngyema Ndong** (Gabon) : Je remercie M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo pour son exposé édifiant.

La guerre en Ukraine va bientôt entrer dans son neuvième mois et les signaux d'une désescalade et d'une cessation des combats ne semblent pas se profiler à l'horizon. Nous saluons la reprise des exportations dans le cadre de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, après une brève suspension. La mise en

œuvre de l'Initiative doit se faire sur la base d'un engagement ferme et de la bonne foi de toutes les parties. Je voudrais d'ailleurs me faire l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général en vue du renouvellement de cet accord important et de sa mise en œuvre pleine et équilibrée. La reprise de l'Initiative est un signal qui révèle que, même en temps de guerre, les canaux du dialogue et de la diplomatie restent ouverts.

La guerre en Ukraine continue d'entraîner de nombreuses conséquences humanitaires à la faveur des déplacements massifs des personnes qui fuient les lieux de combat, de nombreuses victimes civiles et des pertes matérielles dont les coûts sont incalculables. L'insécurité persistante et la perturbation des chaînes d'approvisionnement ont précipité de nombreuses populations dans la faim et la détresse. Les premières victimes en sont les personnes vulnérables, notamment les femmes et les enfants, souvent victimes de la violence sexuelle, de la traite des personnes et de différentes atteintes à leurs droits humains fondamentaux. Nous appelons une fois de plus les parties belligérantes à respecter le droit international humanitaire et à s'abstenir d'infliger des souffrances aux civils. Les infrastructures civiles, y compris les sites nucléaires civils, ne doivent pas être l'objet d'attaques et l'aide humanitaire doit se déployer sans entrave. Mon pays réitère son opposition à l'utilisation de toute arme de destruction massive. Nous appelons au dialogue et à des négociations de bonne foi en vue de parvenir à un cessez-le-feu. Le Gabon soutient et continuera de soutenir tous les efforts visant la recherche d'une solution diplomatique qui puisse garantir la coexistence pacifique entre toutes les parties.

**M. Mythen** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé. En premier lieu, je souhaite exprimer nos condoléances au peuple polonais à la suite de l'explosion survenue hier dans la petite ville frontalière de Przewodów, qui a fait deux morts. Toute notre compassion va aux familles des tués et des blessés. Nous appuyons pleinement l'enquête polonaise sur l'incident, et nous sommes totalement solidaires de la Pologne.

Ces dernières semaines, la Russie a lancé des centaines de drones et tiré des centaines de missiles sur l'Ukraine, apparemment dans le but de terroriser et de démoraliser la population civile. Hier, elle a intensifié ses frappes, avec de nouvelles attaques contre Kyïv et tout le territoire ukrainien. Alors que la Russie cherche à provoquer une escalade de la guerre, ce soir, des millions de personnes, partout en Ukraine, sont aux prises avec

la perspective d'un hiver sombre et glacial, sans accès fiable à l'eau, au chauffage, à l'électricité et aux autres services de base. Les membres les plus vulnérables de la société ukrainienne, personnes déplacées, enfants et personnes âgées, sont face à un avenir particulièrement précaire. Les femmes, déjà touchées de manière disproportionnée par la guerre, se retrouvent une fois encore dans des situations dangereuses et incertaines. Il serait tout simplement inadmissible que cela puisse être l'objectif voulu des récentes attaques russes contre les villes et les infrastructures ukrainiennes. Cela inclut les efforts visant à déconnecter Zaporijia du réseau ukrainien et les attaques contre d'autres installations nucléaires ukrainiennes. Un mépris si total de la sûreté nucléaire fait sérieusement craindre un incident nucléaire qui pourrait avoir de terribles conséquences pour l'Ukraine, la Russie et l'ensemble de la région. Nous soulignons l'importance des sept piliers de la sûreté et de la sécurité nucléaires et leur applicabilité aux conflits armés, comme l'a rappelé le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Nous condamnons ces attaques odieuses dans les termes les plus forts. Les attaques dirigées intentionnellement contre des civils et des biens de caractère civil sont des crimes de guerre, et leurs auteurs doivent répondre de leurs actes.

Le peuple ukrainien fait preuve d'une détermination remarquable face à l'adversité brutale. L'Irlande se tient à ses côtés aujourd'hui, comme toujours. Nous sommes très préoccupés par les informations qui font état d'intenses combats dans l'est, où les conditions de vie de la population civile sont de plus en plus déplorable et où les forces russes continuent d'attaquer, en particulier autour de la ville de Bakhmout et d'autres localités de la région. Dans le sud, nous nous réjouissons avec prudence de la libération de la ville de Kherson et notons la décision des dirigeants russes de se retirer sur la rive orientale du Dniepr.

Nous rappelons que les parties au conflit doivent se conformer au droit international humanitaire. Cela comprend l'interdiction des attaques aveugles et disproportionnées et l'obligation de prendre toutes les précautions possibles dans le cadre d'une attaque. Il faut également un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave aux civils dans le besoin, y compris ceux qui choisissent de rester ou ne sont pas en mesure de partir. Ceux qui cherchent à partir ou y sont forcés doivent pouvoir le faire en sécurité et pour la destination de leur choix. Nous notons que des milliers de civils auraient été évacués par l'armée russe avant son retrait de Kherson, et que des centaines de milliers d'Ukrainiens sont

chassés des territoires sous occupation russe. Nous tenons à rappeler au Conseil que le transfert ou la déportation de civils par une Puissance occupante depuis un territoire occupé peut constituer un crime de guerre. Les réfugiés, déplacés et apatrides sont particulièrement exposés au risque d'exploitation, avec des attaques et des enlèvements qui aboutissent à la traite. Les femmes et les enfants courent un grand danger à cet égard et doivent être protégés du mal qui pourrait leur être fait. La violence sexuelle liée aux conflits n'est jamais acceptable et peut, elle aussi, constituer un crime de guerre.

Les répercussions de la guerre continuent de se faire sentir bien au-delà des frontières de l'Ukraine, produisant des effets inégaux et disproportionnés sur les pays en développement. L'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire joue un rôle important dans l'atténuation de l'insécurité alimentaire mondiale, et devrait continuer de le faire dans les mois à venir. Nous sommes reconnaissants à l'ONU et à la Türkiye de leurs efforts pour encourager la Russie à participer de nouveau à l'accord. Nous exhortons tous les camps à rester engagés de bonne foi et à poursuivre cette importante initiative.

Nous avons déjà abordé nombre de ces préoccupations à maintes occasions à cette table, et j'ai bien peur que nous soyons amenés à le faire encore. Toutefois, comme le Ministre des affaires étrangères de mon pays l'a dit plus tôt aujourd'hui, l'Irlande ne s'excusera pas d'être du côté du droit international, de la Charte des Nations Unies et de l'Ukraine et de son peuple. La Russie doit immédiatement mettre un terme à sa guerre d'agression illégale et arrêter de tuer des civils innocents et de bombarder des infrastructures. Il n'est jamais trop tard pour le dialogue et la diplomatie. Nous appelons donc une nouvelle fois la Russie à immédiatement cesser les hostilités, retirer ses forces et s'engager à régler toutes les questions en suspens, pacifiquement et conformément à la Charte.

**M. Costa Filho** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

Le Brésil partage les préoccupations au sujet de l'aggravation de la situation humanitaire en Ukraine et des répercussions du conflit sur la sécurité alimentaire dans d'autres régions. Depuis le début des hostilités, nous plaidons pour que les parties entament des négociations pour un cessez-le-feu et une solution pacifique à leurs désaccords.

L'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, qui a déjà permis d'exporter plus de 10 millions de tonnes de céréales, est une étape importante. Le Brésil se félicite de la décision de la Fédération de Russie de reconsidérer la suspension de sa participation à la suite des incidents du 29 octobre. Bien que le conflit en Ukraine ne soit pas la seule cause de l'insécurité alimentaire que nous connaissons actuellement, la poursuite des exportations de céréales et d'engrais par les ports de la mer Noire contribue à stabiliser les prix et à empêcher les pénuries. Les fragilités dans l'offre mondiale de denrées alimentaires sont toutefois le résultat d'actions systémiques qui entravent depuis quelques décennies le développement du secteur agricole dans tout le monde en développement, en particulier en Afrique. Parmi ces actions, nous devons reconnaître l'effet délétère des subventions agricoles massives et des barrières tarifaires et non tarifaires qui faussent le marché et freinent la production agricole dans les pays en développement. Nous renouvelons notre appui aux efforts de médiation du Secrétaire général et de la Türkiye. Nous encourageons les parties à s'engager en faveur de la prorogation immédiate de l'Initiative, qui est, selon nous, une décision nécessaire et une importante mesure de confiance.

À l'approche de l'hiver, les villes ukrainiennes se trouvent dans une situation alarmante. La destruction des infrastructures civiles, en particulier dans le secteur de l'énergie, expose des millions de familles à des conditions où leur vie est en danger. Le Brésil condamne fermement les attaques contre des zones résidentielles et des installations civiles, que rien ne saurait justifier. Nous exhortons toutes les parties à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et à adopter des mesures concrètes pour limiter les blessures et les dommages causés aux civils sur le terrain.

En cette période difficile, la communauté internationale doit faire front commun pour fournir une aide humanitaire à l'Ukraine. Depuis le mois de mars, des contributions sous forme de denrées alimentaires et de fournitures médicales ont été expédiées de notre pays vers l'Ukraine. Dans les semaines à venir, le Brésil enverra 24 tonnes supplémentaires de riz. Il s'agit d'un don du secteur privé. Le Gouvernement brésilien a également simplifié les conditions d'entrée dans le pays pour faciliter l'accueil des réfugiés. Nous nous réjouissons de voir la vague de solidarité qui s'est élevée dans des dizaines de pays. Nous exhortons les Gouvernements et le secteur privé à prendre part à des initiatives

similaires, qui sont plus urgentes que jamais depuis le début du conflit.

Enfin, nous renouvelons l'appel lancé aux parties à reprendre les négociations sans plus tarder. Nous encourageons les autres membres à examiner tous les moyens de favoriser le dialogue. Nulle tâche n'est plus urgente pour l'ONU que la recherche d'un cessez-le-feu immédiat, sans conditions préalables.

**M. Zhang Jun** (Chine) (*parle en chinois*) : La crise en Ukraine se prolonge, prend de l'ampleur et se complexifie, accentuant la pression sur une situation internationale déjà tendue et créant davantage d'incertitude dans le monde, ce qui n'est dans l'intérêt d'aucune partie. Aussi difficiles que soient les défis à relever, la communauté internationale doit s'efforcer de rechercher un consensus, de trouver des possibilités de coopération et de jouer un rôle constructif et responsable pour promouvoir la désescalade de la situation en vue de relancer les négociations diplomatiques dans les meilleurs délais et atténuer les retombées de la crise. Dans le contexte actuel, la Chine estime que la communauté internationale devrait prendre les mesures suivantes.

Premièrement, nous devons œuvrer ensemble à l'appui d'un règlement pacifique de la crise. Il n'y a pas de gagnants dans les conflits et les guerres. Le dialogue et la négociation sont la seule issue viable à la crise en Ukraine. Tant qu'il y a des négociations, il y a un espoir de parvenir à la paix. La Chine note que la Russie a exprimé sa volonté de dialoguer à de nombreuses reprises ces derniers jours et espère que les parties concernées pourront se rapprocher, réagiront positivement et établiront des contacts directs dès que possible afin de créer les conditions nécessaires à la reprise des négociations.

Il n'existe pas de solutions simples à des problèmes complexes. En tenant compte des préoccupations légitimes de chacun en matière de sécurité, les parties devraient envisager la mise en place d'un cadre de sécurité européen équilibré, efficace et durable, pour remédier fondamentalement au déficit de sécurité qui est à l'origine de la crise et instaurer la paix et la stabilité sur le continent européen. Nous espérons que les États-Unis, l'OTAN et la Russie mèneront un dialogue global à cette fin. La Chine continuera à jouer un rôle constructif à sa manière.

En ce qui concerne les informations diffusées par les médias selon lesquelles des missiles auraient atterri dans un village situé à la frontière orientale de la Pologne, faisant des victimes, la Chine appelle toutes les

parties concernées à faire preuve de calme et de retenue afin d'éviter les malentendus et les erreurs d'appréciation, et de prévenir une nouvelle escalade de la situation.

Deuxièmement, nous devons œuvrer de concert pour prévenir les risques nucléaires. Les questions de sûreté, de sécurité et de garanties nucléaires sont liées à la santé publique et à l'environnement en Ukraine et dans la région environnante, et on ne peut pas agir par tâtonnements dans ce domaine. Toutes les parties concernées doivent faire preuve de retenue et de prudence, respecter strictement la Convention sur la sûreté nucléaire et les autres dispositions du droit international, assurer la sécurité des matières et des installations nucléaires en Ukraine et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour écarter le moindre risque nucléaire.

La Chine appuie l'Agence internationale de l'énergie atomique dans l'exécution de son mandat, et dans son rôle actif pour ce qui est des questions de sûreté nucléaire. La Chine a toujours affirmé qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée. Nous avons pris note de la récente déclaration de la Russie rappelant la déclaration conjointe faite le 3 janvier par les dirigeants des cinq États dotés de l'arme nucléaire pour prévenir la guerre nucléaire et éviter les courses aux armements. La communauté internationale doit œuvrer de concert pour maintenir la stabilité stratégique mondiale, mettre tout en œuvre pour empêcher une confrontation entre les grandes puissances, rappeler que les armes nucléaires ne doivent jamais être utilisées et qu'une guerre nucléaire ne doit jamais être menée et éviter une crise nucléaire en Eurasie.

Troisièmement, nous devons œuvrer ensemble à l'amélioration de la situation humanitaire. La Chine est vivement préoccupée par la détérioration continue de la situation humanitaire en Ukraine et compatit sincèrement avec le peuple ukrainien et les régions avoisinantes au regard des difficultés qu'ils traversent. Nous appelons toutes les parties concernées à respecter scrupuleusement le droit international humanitaire, à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour éviter les attaques contre les civils et les installations civiles, à réduire au minimum les pertes civiles et les répercussions sur les moyens de subsistance des populations et à prévenir une crise humanitaire de plus grande ampleur.

Cet hiver sera très difficile pour les personnes touchées dans les pays concernés et les régions voisines. La communauté internationale et les organismes humanitaires doivent continuer à intensifier leurs efforts d'aide humanitaire pour contribuer à alléger la pression

humanitaire et à améliorer la situation humanitaire en Ukraine et dans les régions voisines, et veiller à ce que tous les réfugiés, les personnes déplacées et les autres personnes dans le besoin soient réinstallés convenablement et puissent passer l'hiver en toute sécurité.

Quatrièmement, nous devons œuvrer de concert pour atténuer les retombées de la crise. L'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire a contribué utilement à atténuer la crise alimentaire mondiale. La Chine invite toutes les parties à adhérer aux principes humanitaires, à se concentrer sur la situation globale et à reprendre la mise en œuvre de l'Initiative. Elle appelle également toutes les parties à maintenir la coopération et à poursuivre le dialogue afin de trouver une solution adaptée en vue de la prorogation de l'Initiative. La Chine appuie le Secrétaire général et son équipe, qui continuent de jouer un rôle de coordination pour résoudre les difficultés de la Russie en matière d'exportation de denrées alimentaires et d'engrais.

Nous appelons les parties concernées à prendre des mesures fermes pour éliminer les conséquences néfastes des sanctions. La communauté internationale doit agir de toute urgence pour remédier aux répercussions considérables de la crise ukrainienne sur les secteurs énergétiques, alimentaires et financiers à l'échelle mondiale, ainsi qu'à ses effets dans d'autres domaines. Les sanctions généralisées et aveugles perturbent les chaînes industrielles et les chaînes d'approvisionnement mondiales, sapent la dynamique de la reprise économique mondiale et portent atteinte à la stabilité économique et financière des pays en développement. Il faut y remédier immédiatement.

Le monde d'aujourd'hui connaît des changements profonds, qu'on n'avait pas connus depuis un siècle. La crise ukrainienne et ses retombées illustrent parfaitement ces changements et mettent en lumière les défis majeurs auxquels est confronté le développement humain. Qu'est-ce qui ne va pas dans le monde, et que devons-nous faire pour y remédier ? Telle est la grande question de notre époque, à laquelle tous les pays sont confrontés. Pendant le sommet des dirigeants du Groupe des Vingt, qui vient de s'achever, le Président Xi Jinping, faisant preuve d'une grande clairvoyance quant à l'avenir de l'humanité et dans une perspective historique et mondiale, a présenté une série d'initiatives et de propositions qui sont d'une grande importance pour relever les défis mondiaux actuels.

La Chine appelle tous les pays à développer un sentiment de communauté de destin pour l'humanité

et à promouvoir un développement pacifique et une approche gagnant-gagnant en matière de coopération. Tous les pays doivent remplacer la division par l'unité, la confrontation par la coopération et l'exclusion par l'inclusion. Tous les pays doivent continuer à œuvrer de concert pour surmonter les difficultés et bâtir un avenir meilleur. La Chine s'oppose fermement aux clivages idéologiques, à la logique de guerre froide, à la politique de groupes d'intérêts et à la confrontation entre blocs. Nous rejetons la politique du chacun pour soi, la construction de petites cours entourées de hauts murs et la création de clubs fermés et exclusifs. La Chine s'oppose également à toute tentative de politisation, d'instrumentalisation et de militarisation des questions économiques et relatives aux moyens de subsistance. La Chine est prête à collaborer avec le reste du monde et poursuivra ses efforts sans relâche pour relever les défis mondiaux et construire une communauté de destin pour l'humanité.

**M<sup>me</sup> Juul** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé très utile.

Hier, l'armée russe a fait tomber une pluie de missiles sur l'Ukraine, faisant des victimes parmi les civils. Et en Pologne, nous avons été témoins d'une explosion qui, tragiquement, a tué des citoyens polonais. Nous sommes en contact étroit avec nos alliés et partenaires et appuyons l'enquête en cours.

Nous savons une chose, c'est que cela ne serait pas arrivé sans la guerre illégale de la Russie contre l'Ukraine. Il suffit de regarder la situation à Kherson pour voir d'autres preuves de sa campagne brutale contre les civils. Nous sommes témoins des atrocités et des destructions commises suite à la retraite forcée de la Russie. La Russie a fait tout ce qui était en son pouvoir pour rendre la situation aussi difficile que possible pour la population civile, en détruisant les installations d'approvisionnement en eau, en chauffage et en électricité. Et elle continue d'utiliser ces tactiques dans l'ensemble du pays. À l'approche de l'hiver, le nombre de victimes et de personnes déplacées pourrait rapidement augmenter. Les enfants, les personnes âgées et autres personnes en situation de grande vulnérabilité sont particulièrement exposés.

Nous demandons un accès sûr, rapide et sans entrave des organisations humanitaires à toutes les personnes dans le besoin, y compris les prisonniers de guerre. Nous félicitons l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge et les autres organisations

humanitaires d'être restés sur place et de mener, dans des circonstances très difficiles, une intervention humanitaire fondée sur des principes. Nous félicitons également les sauveteurs ukrainiens courageux et déterminés. Nous exigeons une fois de plus que tous les civils soient protégés. Le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme doivent être pleinement respectés et appliqués. Le droit international s'applique à toutes les nations. Il n'est pas facultatif.

Les souffrances infligées et les atrocités commises par les forces armées russes choquent le monde entier. Les conséquences se font sentir au niveau mondial. La guerre d'agression de la Russie provoque une tragique crise de réfugiés qui a une incidence régionale. Elle déstabilise les marchés financiers et les chaînes d'approvisionnement et perturbe la sécurité énergétique mondiale.

Les populations et les pays les plus vulnérables du monde dépendent d'un approvisionnement régulier des marchés mondiaux en denrées alimentaires exportées depuis l'Ukraine et la Russie. Il est essentiel de maintenir une ligne de transport ouverte pour l'exportation de céréales, de produits alimentaires connexes et d'engrais, y compris l'ammoniac. Compte tenu des terribles conséquences que le contraire aurait sur le monde, nous espérons que les parties resteront attachées à l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire et que les expéditions destinées à sauver des vies se poursuivront.

La guerre d'agression menée par la Russie illustre son mépris pour les principes fondamentaux de l'Organisation et pour les souffrances que cette guerre cause à des millions de personnes. En tant que membres du Conseil de sécurité, il est de notre devoir de fixer un cap différent. Comme l'a souligné le Secrétaire général, nous avons les valeurs et les principes nécessaires pour tracer cette voie. Ils sont déjà inscrits dans la Charte des Nations Unies. Le moment venu, nous appuierons fermement les efforts du Secrétaire général visant à consolider et à pérenniser la paix en Ukraine.

Nous travaillerons activement pour que le Conseil reste attentif à la situation en Ukraine et soit en mesure de s'occuper des nombreux autres conflits inscrits à son ordre du jour. Je tiens à terminer en répétant ce que nous avons déjà dit à de nombreuses reprises, mais que nous ne répéterons jamais assez : par son agression et ses actions, la Fédération de Russie agit avec un mépris flagrant pour le droit international. La Russie doit immédiatement tenir compte de l'ordonnance de la Cour internationale de Justice et des appels de l'ONU

lui demandant de suspendre ses opérations militaires à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine et de mettre un terme à l'effusion de sang insensée et aux souffrances causées dans le monde.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions nos collègues de l'Albanie et des États-Unis d'avoir demandé l'organisation de la présente séance. Il est vrai qu'ils l'ont demandée la semaine dernière sans même préciser l'objet de la séance. Comme nous le voyons maintenant, ils ont fait preuve d'une remarquable clairvoyance. Si cette séance n'avait pas été programmée, nous aurions eu à en demander l'organisation pour discuter des tentatives de l'Ukraine et de la Pologne de provoquer un affrontement direct entre la Russie et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Les déclarations totalement irresponsables faites par les dirigeants de ces deux pays ne peuvent être interprétées autrement. Prenons par exemple la déclaration de M. Zelensky :

« Nous devons remettre le terroriste à sa place. Plus la Russie aura un sentiment d'impunité, plus les menaces seront grandes pour quiconque se trouve à portée des missiles russes. Un tir de missiles russes sur le territoire de l'OTAN constitue une attaque contre la sécurité collective. Il s'agit d'une escalade majeure. Nous devons agir ».

M. Zelensky a ensuite exprimé ses condoléances à la Pologne pour les personnes tuées dans cette prétendue attaque de missiles russes, tout en déclarant que « la Russie tue tous ceux qu'elle peut atteindre ».

Je voudrais appeler l'attention de mes collègues sur le fait qu'il s'agit de déclarations faites par un homme qui ne pouvait qu'avoir accès aux informations selon lesquelles ce sont des missiles ukrainiens tirés par les systèmes de défense aérienne ukrainiens qui ont traversé la frontière polonaise. Cela signifie qu'il ne s'agit pas seulement d'un effort délibéré de désinformation, mais d'une tentative consciente d'entraîner l'OTAN, qui mène une guerre par procuration contre la Russie en Ukraine, dans un affrontement direct avec mon pays.

Les autorités polonaises russophobes sont allées plus loin, puisqu'elles ont déclaré sans ambages dès le début qu'elles avaient été victimes d'une attaque russe. Le Ministère polonais des affaires étrangères a même convoqué l'Ambassadeur russe au milieu de la nuit pour protester fermement contre cette attaque. Tout cela s'est

produit alors même que les photos publiées à chaud sur les médias sociaux ne laissent aucun doute quant au fait que ce sont des missiles de la défense aérienne ukrainienne qui ont franchi la frontière de la Pologne. Cela a d'ailleurs été confirmé depuis, même par l'OTAN, et de manière générale en Occident.

Sans ces éléments de preuve, tous ces faits auraient été dissimulés au public et la Russie aurait été déclarée coupable. Mais il est difficile de nier l'évidence. C'est exactement comme la frappe des forces armées ukrainiennes sur Kramatorsk le 8 avril, que l'Ukraine a tenté de faire passer pour un crime russe, mais les photos des témoins oculaires ont déjoué cette provocation délibérée et cruelle. Nos anciens partenaires occidentaux n'aiment pas se souvenir de cet incident, et le régime de Kiev a depuis introduit des sanctions à l'encontre de toute personne publiant sur les médias sociaux des contenus montrant les conséquences d'une quelconque frappe militaire. Ils le font pour empêcher les citoyens ukrainiens de faire échouer par inadvertance les provocations de leurs autorités.

Revenons à ce tragique incident. Je me dois de mentionner que la défense aérienne ukrainienne a mauvaise réputation depuis longtemps, au moins depuis l'époque où, en octobre 2001, un avion civil russe allant de Tel-Aviv à Novosibirsk a été abattu au-dessus de la mer Noire pendant un exercice militaire. Cet incident a coûté la vie à 78 personnes. Beaucoup se sont souvenus de cette tragédie en 2014, lorsque le vol MH 17 de la Malaysia Airlines a été abattu au-dessus du Donbass, mais les soi-disant enquêteurs internationaux, où l'Ukraine était représentée, n'ont jamais envisagé la possibilité que cette dernière puisse être responsable de cette catastrophe. Et ces derniers mois, nous avons régulièrement vu des images de missiles de la défense aérienne ukrainienne frappant des immeubles résidentiels, derrière lesquels des systèmes de défense avaient été déployés dans plusieurs villes d'Ukraine. On a maladroitement tenté de faire passer ces incidents pour des conséquences de frappes russes effectuées avec des armes de haute précision contre des cibles militaires et des infrastructures critiques, tout en omettant de mentionner que, en cas de frappe directe par de telles armes de haute précision, ces immeubles auraient été complètement détruits.

Il y a longtemps que nous ne sommes plus surpris par les tentatives visant à accuser la Russie de tous les maux, quelles que soient les circonstances et en dépit des faits et du bon sens. Il en va de même aujourd'hui,

où, malgré les preuves évidentes de la provocation ukraino-polonaise, de nombreux représentants des États occidentaux ont déclaré que, même si les missiles ont été tirés par l'Ukraine, c'est tout de même la faute de la Russie si des infrastructures critiques ont été détruites. Cette logique défectueuse s'illustre parfaitement par le bombardement irresponsable de la centrale nucléaire de Zaporozie, dont l'Ukraine est à l'origine, comme chacun le sait ici.

Certains membres du Conseil ont de nouveau récité leur mantra trompeur préféré : si la Russie s'était gardée d'intervenir, nous n'en serions pas là. Je rappelle une fois de plus que nous n'en serions pas là où nous en sommes si un coup d'État anticonstitutionnel meurtrier n'avait pas été commis à Kiev en 2014, avec l'implication directe de plusieurs États occidentaux. Je me permets de rappeler que, dès le début, les instigateurs de ce coup d'État ont entrepris de déformer l'histoire et de réprimer la langue russe, provoquant ainsi un conflit civil interne violent. Nous ne parlerions pas de tout cela aujourd'hui s'ils n'avaient pas permis au régime de Kiev de ne pas appliquer les accords de Minsk et s'ils n'avaient pas couvert la guerre qu'il mène depuis huit ans contre la population du Donbass. Si tel avait été le cas, nous n'aurions pas eu besoin de lancer notre opération militaire spéciale pour protéger ces personnes.

Si certains États n'étaient pas intervenus et n'avaient pas fourni d'armes et de munitions à l'Ukraine, s'ils avaient encouragé les dirigeants ukrainiens à promouvoir une paix réaliste au lieu de se laisser aller à leurs fantasmes délirants concernant une victoire possible contre la Russie, au nom de laquelle le régime de Zelenskyy envoie des dizaines de milliers de soldats se faire massacrer sans raison, et s'ils n'avaient pas fermé les yeux sur les attaques terroristes menées contre la Russie par les forces spéciales ukrainiennes, nous n'aurions pas été contraints de lancer des frappes de haute précision contre les infrastructures de l'Ukraine. Mais puisqu'ils se comportent de cette façon et que le régime de Kiev s'attribue des succès militaires inexistantes, nous devons poursuivre les objectifs de l'opération militaire spéciale en affaiblissant le potentiel militaire de l'Ukraine, qui est surtout maintenu grâce à l'afflux massif d'armes occidentales.

Nous nous sommes habitués à ce que l'Ukraine soit à l'abri de toute critique. Par défaut on ferme les yeux sur tous les crimes commis par le régime de Kiev quand ils ne sont pas imputés à la Russie. Nous sommes déjà habitués aux mensonges détestables concernant la

Russie et ses forces armées. À ces États, je vais poser une question, qui est bien sûr rhétorique : l'un d'entre eux s'est-il déjà prononcé sur les représailles et les atrocités que le régime de Kiev inflige aux civils dans les territoires qu'il contrôle, sur les noms avec lesquels il les désigne ou sur la torture qu'il leur fait subir ? C'est ce qui se passe actuellement à Kherson, et c'est ce qui était arrivé auparavant dans d'autres villes et localités. Toutes ces informations sont facilement accessibles en ligne. Je vais répondre pour eux : non, car tout cela va au-delà de leur horizon et de leur conscience arbitraire. Lorsqu'ils critiquent quelqu'un, ils devraient se regarder dans le miroir. Ils devraient également se souvenir de l'arrogance avec laquelle ils ont rejeté à l'époque les propositions visant à aborder les questions de sécurité européenne, se raccrochant au prétendu droit sacré de l'OTAN de s'étendre sans tenir compte des préoccupations d'autres pays.

Puisque nous sommes tous réunis ici, je me permets de rappeler l'implication des pays de l'OTAN dans le conflit ukrainien. Ils continuent à inonder l'Ukraine d'armes, envoyant des équipes entières d'instructeurs et de mercenaires étrangers pour les faire fonctionner. Dans le même temps, l'armée américaine participe activement à la planification et à la coordination de fait des actions armées, ce que même le Pentagone a récemment admis officiellement.

Nous n'avons aucun doute concernant l'emploi de matériel militaire occidental, qui est utilisé pour cibler des installations civiles. Rien que durant la semaine écoulée, les districts centraux et les zones résidentielles de Donetsk, Iassinovataïa, Stakhanov, Svatove et d'autres lieux, ainsi que des villes de la région russe de Belgorod, ont été soumis à des bombardements répétés, notamment au moyen de lance-roquettes multiples équipés de systèmes de roquettes d'artillerie à haute mobilité. Les frappes se poursuivent contre la centrale hydroélectrique de Kakhovka, dont la destruction provoquerait une énorme catastrophe humanitaire.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur la raison pour laquelle l'Occident en a besoin de cela. Pour lui, l'Ukraine est également un site d'essais pour divers types d'armes. Le Ministre ukrainien de la défense, M. Reznikov, l'a récemment admis lorsqu'il a déclaré que plusieurs systèmes d'armes occidentaux étaient en concurrence en Ukraine.

Nous sommes très surpris par les tentatives de nos collègues occidentaux de s'attribuer le mérite de l'exportation d'engrais russes vers les pays en développement

par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial (PAM). Le Président de la France, Emmanuel Macron, a annoncé que la voie d'acheminement de ces produits aurait été établie grâce aux efforts de la France et du PAM. Il a utilisé le pronom « nous ». D'autres délégations occidentales ont tenu des propos similaires aujourd'hui. J'aimerais savoir à qui ce « nous » renvoie. Je rappelle que nous parlons d'engrais que les États occidentaux retenaient sur leurs territoires et que la Russie elle-même avait proposé de transférer vers les pays en développement. Non seulement l'Occident, en particulier l'Union européenne, n'a pas facilité ce processus, mais il s'y est activement opposé. Aujourd'hui, il prétend hypocritement être le sauveur des pays en développement. Une fois encore, les engrais russes destinés à l'Afrique étaient auparavant bloqués dans des ports européens en raison de la politique de sanctions de l'Union européenne. La Russie elle-même a proposé de les envoyer à titre gracieux aux pays dans le besoin. C'est exactement ce qui se passe actuellement par l'entremise du PAM, et nous finançons ces services.

Il serait naïf de penser que l'intégralité de l'appui militaire et financier fourni à l'Ukraine par les pays occidentaux est utilisée comme prévu. Nous avons cité de nombreux éléments de preuve montrant qu'une grande partie de ces armes se sont retrouvées entre les mains de terroristes et de criminels, alimentant des conflits dans le monde entier, et qu'une quantité considérable de ressources est tout simplement pillée. Il semble que les fournisseurs de cette prétendue assistance commencent enfin à y réfléchir.

Le 7 novembre, un groupe d'experts américains a été envoyé en Ukraine pour vérifier l'approvisionnement en armes de Kiev. Il s'est avéré que les États-Unis n'en contrôlaient qu'un dixième, soit 22 000 articles. On ne sait pas avec certitude ce qu'il est advenu des autres armes.

Dans le même temps, la faillite de la plus grande entreprise de cryptomonnaie américaine, FTX, et la disparition littérale de ses actifs évalués à des milliards de dollars ont révélé des faits intéressants concernant ses contacts avec le Gouvernement ukrainien. Au passage, le fondateur et propriétaire de FTX est un des principaux donateurs au Parti démocrate américain, qui joue un rôle clef dans l'allocation de fonds à Kiev. Nous ne sommes pas surpris par ces stratagèmes, mais les contribuables américains le sont certainement.

Les timides voix de la raison, y compris venant d'Occident, se noient dans le tapage agressif causé par

ceux qui cherchent à tout prix à prolonger les hostilités et à vaincre la Russie avec l'aide de l'Ukraine. Par exemple, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Stoltenberg, a déclaré que l'Alliance considérait comme inacceptable tout contact visant à parvenir à un règlement qui prendrait en compte la position et les intérêts de la Russie. Dans un article, l'ancien Représentant spécial des États-Unis en Ukraine, M. Volker, a conditionné la normalisation des relations entre la Russie et l'Occident à la défaite militaire de la Russie, à un changement de dirigeants et à la révision de nos frontières actuelles.

Les pays occidentaux tentent d'attribuer la responsabilité de toutes leurs fautes à la Russie, tout en utilisant la tribune de l'Organisation mondiale pour servir leurs propres intérêts. Cela a été clairement démontré le lundi 14 novembre à l'occasion du débat tenu dans le cadre de la session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale (voir A/ES-11/PV.15 et A/ES-11/PV.16). Les parrains occidentaux de la résolution ES-11/5, sur les prétendues réparations, n'ont pas expliqué, même en termes généraux, quel type de mécanisme de réparation ils envisageaient de créer pour l'Ukraine. Au lieu de cela, ils ont simplement obligé les États en développement à appuyer un texte politisé et juridiquement mal fondé visant à légaliser l'expropriation des avoirs d'autrui. Mais cette fois-ci, la campagne d'intimidation, de coercition et de chantage des pays occidentaux a clairement échoué. Les résultats du vote, au cours duquel plus de la moitié des États Membres ont refusé de soutenir le dernier message antirusse de l'Occident, se passent d'explication. Pour la plupart des pays, y compris ceux qui ont été contraints de voter pour la résolution, la politique de deux poids, deux mesures adoptée par nos collègues occidentaux est évidente, tout comme leur refus de répondre de leurs méfaits – esclavage, colonialisme, invasions militaires, blocus et sanctions – et leur volonté d'opposer au droit international un prétendu ordre basé sur des règles en vertu duquel ce sont eux qui dictent les règles.

Le monde en développement est à nouveau convaincu que la crise ukrainienne n'est qu'une monnaie d'échange dans le cadre des plans occidentaux, un outil qui sert à punir les indésirables, à soumettre les subordonnés et à tenter de maintenir leur domination mondiale en voie de disparition dans un monde multipolaire en évolution.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Ghana.

Je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, de son exposé détaillé et de son analyse des conditions de sécurité et de la situation humanitaire en Ukraine.

D'emblée, je réaffirme l'attachement sans faille du Ghana à la souveraineté, à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous réaffirmons notre appui à tous les efforts internationaux légitimes visant à rétablir la paix en Ukraine.

La question de la sécurité alimentaire mondiale est essentielle. À la dernière séance du Conseil de sécurité sur l'Ukraine (voir S/PV.9161), de nombreuses délégations se sont montrées très favorables à la poursuite de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire. Nous nous félicitons que la Fédération de Russie soit depuis revenue sur sa décision de suspendre sa participation à l'Initiative, qui a permis d'exporter plus de 10 millions de tonnes de céréales dans le monde. Le leadership actif du Secrétaire général et du Gouvernement turc est essentiel à la mise en œuvre effective de l'Initiative, et nous continuons à appuyer leurs efforts à cet égard. Alors que le 19 novembre prochain, les 120 jours que devait durer l'application de l'Initiative se seront écoulés, nous comptons sur les engagements de bonne foi de toutes les parties prenantes pour renouveler en temps voulu l'accord sur les céréales.

Les près de 100 millions de personnes qui souffrent de niveaux élevés d'insécurité alimentaire sont une réalité inacceptable. Nous demandons instamment que leur situation soit au premier plan des discussions visant à garantir un approvisionnement alimentaire mondial sans entrave. Par ailleurs, nous demandons instamment que des mesures pragmatiques soient prises pour lever les obstacles à l'exportation d'engrais et de produits agricoles russes. Nous devons empêcher une nouvelle aggravation de l'insécurité alimentaire dans les mois à venir.

En ce qui concerne la détérioration des conditions de sécurité et de la situation humanitaire, le Ghana demeure profondément préoccupé par l'intensification des attaques de missiles et de drones dans plusieurs villes d'Ukraine, y compris les nouvelles attaques menées hier contre Kyïv, Kharkiv et Lviv. Les attaques incessantes contre les infrastructures énergétiques ukrainiennes, déjà mises à mal, juste avant la prochaine saison hivernale, menacent les moyens de subsistance de nombreux civils. De nombreuses maisons, écoles et installations médicales sont également privées de chauffage et d'un

accès à l'eau potable. Comme dans toutes les situations de conflit, les femmes, les enfants et les personnes vulnérables, dont la plupart est soit déplacée soit réfugiée dans des abris fortifiés, sont les premières victimes de cette guerre.

Les attaques contre les civils et les infrastructures civiles sont l'expression de l'aspect le plus sombre de notre humanité commune et peuvent constituer de graves violations du droit international. Elles s'écartent des normes acceptées et des principes coutumiers de la guerre conventionnelle codifiés dans les Conventions de Genève de 1949 et dans le Protocole additionnel relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux. Par conséquent, le Ghana appelle une fois encore les parties à veiller à ce leurs forces agissent conformément au droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme.

Nous sommes gravement préoccupés par les informations qui nous parviennent concernant de possibles crimes de guerre dans la ville de Kherson, et nous maintenons notre position, fondée sur les principes, selon laquelle de telles allégations, y compris les violations des droits de l'homme et la violence sexuelle liée aux conflits, doivent faire l'objet d'enquêtes approfondies, transparentes et indépendantes. Le Conseil de sécurité, aux côtés de la communauté internationale, doit travailler collectivement pour lutter contre l'impunité en Ukraine et obtenir justice pour toutes les victimes de la guerre.

Nous prenons note avec satisfaction des efforts humanitaires en cours, y compris la distribution d'espèces et d'articles alimentaires et non alimentaires, la fourniture d'une assistance médicale et la fourniture de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Tout en félicitant les organismes humanitaires des Nations Unies et leurs partenaires de l'aide vitale qu'ils apportent depuis le début de la guerre, nous soulignons également que ces efforts doivent être guidés par les principes fondamentaux d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

Tout en saluant l'importance des efforts humanitaires, nous jugeons nécessaire de rappeler que l'aide humanitaire n'apporte qu'un soulagement temporaire et ne suffit pas à protéger les civils. L'aide humanitaire ne peut se substituer à un règlement global et durable du conflit. Aussi appelons-nous une fois encore la Fédération de Russie à cesser immédiatement et sans condition son agression contre l'Ukraine, conformément aux

règles du droit international et aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et à chercher à régler ses préoccupations par la diplomatie et le dialogue.

Ce qui s'est passé hier avec le missile tombé en Pologne et ce que nous a appris l'histoire nous rappellent le risque de propagation que fait peser la poursuite de cette guerre inutile. Les scènes dont nous sommes témoins dans la ville de Kherson sont des signes révélateurs qui montrent à quel point la population aspire à la fin de la guerre, à la fin des combats et à l'ouverture d'un nouveau chapitre de paix, de réconciliation et de reconstruction. C'est pourquoi le Conseil doit appuyer tous les efforts en faveur de la paix.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

**M. Kyslytsya** (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> DiCarlo, de son exposé. Je suis certain qu'il est difficile, voire douloureux, de livrer un compte rendu aussi tragique de la situation sur le terrain. Je suis également profondément reconnaissant à notre amie et collègue, la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique, M<sup>me</sup> Linda Thomas-Greenfield, d'avoir partagé son expérience personnelle après avoir rencontré certaines des victimes des crimes de guerre russes commis en Ukraine.

Nous pensons que chaque membre du Conseil devrait se rendre en Ukraine. Tous les membres sont les bienvenus, tous sauf la Russie, qui doit immédiatement quitter l'Ukraine, mettre fin au carnage et cesser de faire de son propre peuple de la chair à canon.

Je prends également acte de la présence dans cette salle du représentant du régime russe terroriste, qui occupe le siège permanent de l'Union soviétique. Quel affront pour les initiatives de paix que de voir que des terroristes sont encore assis à cette table, sur un pied d'égalité avec 14 membres du Conseil de sécurité, un jour après la plus grave attaque jamais commise contre les infrastructures critiques de l'Ukraine. Alors que les températures en Ukraine commencent à descendre en dessous de zéro, ces terroristes cherchent à priver les Ukrainiens d'électricité, d'eau et de chauffage.

Plus de 90 missiles ont visé des installations énergétiques et d'autres infrastructures civiles dans

au moins 11 régions d'Ukraine. En conséquence, quelque 10 millions d'Ukrainiens dans tout le pays sont touchés par des coupures d'électricité.

L'Ukraine exprime sa solidarité avec le peuple polonais frère à la suite de la tragédie survenue hier dans le village de Przewodów, où deux personnes ont été tuées par des missiles. Nous sommes pour la conduite d'une enquête complète et transparente afin de faire toute la lumière sur cet incident tragique, et nous sommes prêts à coopérer avec la partie polonaise pour contribuer à cette enquête.

Cela étant, il est clair que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, dont l'un des éléments centraux est la terreur des tirs de missile réguliers, reste la seule cause profonde de la violence et de la souffrance humaine en Ukraine et ailleurs. Dès que la Russie ne sera plus en mesure de poursuivre sa guerre, la sécurité dans la région sera immédiatement rétablie.

L'Ukraine se défend aujourd'hui contre les attaques barbares de la Russie, qui cherchent à priver des millions de personnes de l'accès aux services leur permettant de satisfaire leurs besoins fondamentaux, créant ainsi une catastrophe humanitaire qui pourrait avoir des répercussions bien au-delà de mon pays. Nous remercions nos amis, en particulier la Pologne, qui nous aident à contrer ces attaques et à ramener la paix et la sécurité dans notre région.

La Russie commet ses attaques abominables contre des civils parce que c'est le seul type de revanche qu'elle peut prendre sur les défaites militaires et diplomatiques qu'elle essuie régulièrement. La semaine dernière, l'Ukraine a rétabli sa souveraineté sur 4 500 kilomètres carrés de territoire dans les régions de Kherson et de Mykolaïv. Les forces russes ont été chassées du seul centre régional qu'elles avaient réussi à occuper depuis le début de l'invasion. Les membres ont peut-être vu des images touchantes montrant la population locale, qui a passé huit mois sous occupation et a enduré beaucoup de souffrances du fait des Russes, en train de saluer ses libérateurs dans les rues de Kherson et d'autres zones libérées. Il y a huit mois, lorsque les forces d'occupation russes sont entrées dans Kherson, les habitants de la ville étaient aussi dans les rues. Même si l'atmosphère était alors totalement différente, il y avait quelques similitudes avec les manifestations de joie de ce mois-ci. Les occupants russes avaient également été accueillis avec des drapeaux ukrainiens, l'hymne national ukrainien et le slogan « Kherson est l'Ukraine ». Il est regrettable que beaucoup de ces résidents n'aient pas survécu pour

voir la fin de l'occupation. L'armée russe, qui a pris la fuite depuis la rive droite du Dniepr, a laissé derrière elle des traces des mêmes atrocités qu'elle a commises dans d'autres régions. Les enquêteurs ont déjà recensé plus de 400 crimes de guerre commis par les Russes et ont retrouvé des corps de civils et de militaires.

La diplomatie russe n'a pas non plus de quoi se vanter, sauf peut-être les talents de sprinteur que le représentant de Poutine ne cesse de développer chaque fois qu'il prend la fuite en sortant rapidement de la salle. Je salue sa présence ici aujourd'hui. La diplomatie russe n'a pas trouvé et n'a pas pu trouver d'argument crédible en réponse à l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution ES-11/5, intitulée « Aggression contre l'Ukraine : recours et réparation ». Nous saluons cette résolution, qui constitue un message clair d'espoir de justice et un premier pas important vers l'application du principe de responsabilité.

Les Russes ont récemment fait un certain nombre de déclarations sur la question des négociations et du dialogue. Il est difficile de se prononcer sur la sincérité de ces déclarations compte tenu de la centaine de missiles qui sont tombés sur les infrastructures civiles ukrainiennes en une seule journée. Tant qu'il n'y a pas de mesure concrète pour rétablir la paix, il est clair que la Russie veut simplement nous tromper une fois de plus. La Russie veut gagner du temps, consolider ses forces, puis lancer une nouvelle vague d'agression, de terreur et de déstabilisation mondiale. Nous ne devons pas lui donner l'occasion de se réorganiser. Il est temps de mettre fin à la guerre avant que la situation ne prenne une tournure menaçante et ne devienne imprévisible et incontrôlable. Nous devons garder à l'esprit les étapes que le Président Zelenskyy a décrites dans son discours lors du Sommet du Groupe des Vingt, ou plutôt du Groupe des Dix-neuf.

La première mesure à prendre est d'assurer la sûreté radiologique et nucléaire. La Russie doit immédiatement retirer tous ses militants du territoire de la centrale nucléaire de Zaporijia. Le contrôle de la centrale doit être immédiatement transféré à l'Agence internationale de l'énergie atomique et au personnel ukrainien.

Deuxièmement, il faut également mettre l'accent sur la sécurité alimentaire. Grâce à l'appui robuste de l'ONU, de la Türkiye et d'autres partenaires, nous sommes parvenus à améliorer la sécurité alimentaire au niveau mondial. Depuis juillet, l'Ukraine a exporté plus de 10 millions de tonnes de denrées alimentaires par voie maritime. Afin d'augmenter nos exportations

de plusieurs millions de tonnes par mois, nous proposons d'étendre l'initiative pour l'exportation de céréales à d'autres ports, en particulier les ports de Mykolaïv et d'Olvia dans la région de Mykolaïv. L'Ukraine a également lancé l'initiative « Grain from Ukraine » pour venir en aide aux plus vulnérables. Le premier navire affrété dans le cadre de cette initiative transportera 27 000 tonnes de blé à destination de l'Éthiopie. L'Éthiopie a continué de voter contre l'Ukraine à l'ONU, mais nous avons néanmoins continué d'y expédier nos céréales. L'Ukraine peut exporter 45 millions de tonnes de denrées alimentaires cette année, et tout pays peut s'associer à cette initiative et contribuer à garantir que les céréales ukrainiennes soient acheminées à ceux qui en ont besoin et qu'une partie importante de celles-ci soit fournie à ceux qui souffrent le plus.

La troisième étape concerne la sécurité énergétique. Les actes de terreur commis par la Russie contre les infrastructures énergétiques ukrainiennes visent également à nous empêcher d'exporter notre électricité vers nos voisins. Alors que la Russie cherche à provoquer une crise énergétique, nous devons tous chercher à mettre fin à la terreur. Je remercie tous nos partenaires qui ont déjà aidé l'Ukraine en lui fournissant des systèmes de défense aérienne et de défense antimissile. Ils fonctionnent, mais il nous en faut plus pour assurer une protection totale contre les terroristes russes. Nous sommes prêts à accueillir une mission d'experts de l'ONU pour qu'ils examinent les infrastructures énergétiques essentielles de l'Ukraine afin d'évaluer l'ampleur des dégâts et de déterminer ce qu'il faut faire pour les remettre en état, et pour empêcher de nouvelles destructions.

La quatrième étape essentielle est la libération de tous les prisonniers et toutes les personnes qui ont été déportées. Des milliers de nos concitoyens, tant militaires que civils, sont en captivité en Russie et sont soumis à des tortures brutales. La Russie continue également de détenir au moins 11 000 enfants qui ont été déportés de force vers son territoire. La seule solution viable est la libération des prisonniers sur la base du principe « tous pour tous ».

Cinquièmement, les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies doivent être pleinement respectés. L'Ukraine n'est pas prête à compromettre sa souveraineté et son intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Sixièmement, les forces russes doivent se retirer du territoire de l'Ukraine et le contrôle de l'Ukraine sur

toutes les sections de sa frontière avec la Russie doit être rétabli. Cela entraînera une cessation réelle et complète des hostilités.

Septièmement, la justice doit suivre immédiatement après. Lorsque nous libérons nos territoires, nous constatons partout la même chose, à savoir que la Russie laisse derrière elle des chambres de torture et des charniers des personnes qu'elle a assassinées. C'était le cas à Boutcha et dans d'autres villes du nord de l'Ukraine après leur occupation. C'était également le cas dans la région de Kharkiv, et nous constatons la même chose aujourd'hui dans la région de Kherson.

La huitième étape est que nous devons immédiatement protéger l'environnement. Des millions d'hectares de forêt ont été brûlés par les bombardements. Près de 200 000 hectares de nos terres sont contaminés par des mines et des obus non explosés. Des dizaines de mines de charbon sont inondées. C'est pour cette raison que lors de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui vient de se tenir en Égypte, l'Ukraine a proposé de créer un cadre pour évaluer les dommages causés à l'environnement du fait de la guerre.

La neuvième étape consiste à prévenir l'escalade. L'Ukraine a besoin de garanties de sécurité efficaces, qui doivent faire partie intégrante de l'architecture de sécurité de l'après-guerre dans la zone euro-atlantique. Ces garanties pourraient être officialisées dans le pacte de sécurité de Kyïv, dont une version préliminaire a déjà été établie par l'Ukraine.

L'étape finale sera la confirmation de la fin de la guerre. Lorsque toutes les mesures anti-guerre auront été appliquées et que la sécurité et la justice commenceront à être rétablies, les parties devront signer un document confirmant la fin de la guerre.

Il semblerait que, depuis nos réunions en octobre, la Russie soit montée d'un cran dans la définition de ses ennemis dans cette guerre. La dernière fois, comme les membres s'en souviennent, il s'agissait de moustiques et d'oiseaux de guerre. Comme nous l'avons appris récemment, la Russie tente désormais « d'arrêter le chef suprême de l'enfer, quel que soit le nom qu'il utilise : Satan, Lucifer ou Iblis ». Dans cette lutte, les ennemis de la Russie sont soutenus par des Occidentaux dont « la bave coule sur le menton à cause de leur dégénérescence ». À qui doit-on ces citations ? Une personne en état d'ébriété ? Un fan de l'idéologie nazie aux vues

étroites sur les nations supérieures et les nations dégénérées ? Elles ont en fait été prononcées par l'ancien Président russe Dmitry Medvedev, qui est aujourd'hui l'adjoint de Poutine au Conseil de sécurité russe.

Je me demande pourquoi la délégation russe s'est abstenue de communiquer cette importante mise à jour au Conseil. Peut-être devrions-nous nous préparer à une autre séance d'urgence du Conseil dès que la Russie aura trouvé des personnes à même de présenter au Conseil un exposé sur la façon d'exorciser les démons. Cela constituerait une suite logique à la fois aux tentatives de la Russie de discréditer le Conseil de sécurité et au processus de déliquescence morale interne du Kremlin.

Malheureusement, ces réflexions morbides ont causé la mort de dizaines de milliers de personnes dans la guerre la plus sanglante que l'Europe ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. Il faut arrêter la Russie, et grâce au courage de l'armée ukrainienne, à l'engagement du peuple ukrainien et à la solidarité internationale dont jouit l'Ukraine, la Russie sera arrêtée.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

**M. Szczerski** (Pologne) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis, pour commencer, de fournir au Conseil de sécurité quelques détails supplémentaires sur l'événement tragique qui s'est produit hier en Pologne. Le 15 novembre, aux alentours de 15 h 30, lors d'une énième vague massive de frappes balistiques des forces russes contre des infrastructures civiles critiques dans toute l'Ukraine, y compris à proximité immédiate du territoire de la Pologne, deux citoyens polonais ont perdu la vie dans le village polonais de Przewodów, à environ 5 kilomètres de la frontière entre la Pologne et l'Ukraine. Leur mort semble avoir été causée par l'explosion d'un missile tombé à cet endroit, lequel est dépourvu de tout caractère militaire.

Je tiens à exprimer notre plus profonde gratitude pour les témoignages de solidarité, y compris ceux entendus aujourd'hui, que la Pologne continue de recevoir du monde entier à la suite de cet événement tragique. Quel qu'il ait pu être le déroulement précis des événements à Przewodów en cet après-midi fatal, ces innocents n'auraient pas été tués si la Russie n'avait pas déclenché une guerre contre l'Ukraine. Leur seule faute était de vivre à proximité de la frontière ukrainienne, près d'infrastructures civiles que la Russie continue d'attaquer comme autant de cibles militaires.

Le triste événement d'hier nous montre à quel point nous sommes proches d'une escalade et des retombées potentielles de la guerre d'agression russe, avec de lourdes conséquences que nous pouvons toutes et tous prévoir. Dans ce contexte, la Pologne a décidé d'agir avec toute la retenue et la responsabilité qui s'imposaient. Nous avons immédiatement lancé une enquête approfondie à plusieurs niveaux afin de faire la lumière sur tous les détails de l'incident. Les premières constatations appuient l'hypothèse selon laquelle cet incident n'était pas une attaque délibérée, mais nous devons bien entendu attendre les conclusions définitives une fois l'enquête terminée.

La Pologne mène également des consultations intensives sur l'incident avec ses alliés de l'OTAN et ses principaux partenaires. Elle a en outre décidé de relever le niveau de disponibilité opérationnelle de certaines unités des Forces armées polonaises, en mettant l'accent sur la surveillance de l'espace aérien. Nous tenons à assurer l'ensemble de la communauté internationale de la transparence avec laquelle l'enquête est menée et des garanties de sécurité collective que la Pologne continuera d'apporter à la région, à la fois en tant que pays individuel et en tant que membre de l'OTAN, qui reste une alliance défensive. Nous sommes conscients de nos responsabilités, et c'est pourquoi la Pologne restera un bastion de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région.

Il est évident que la Russie est responsable de la menace que la guerre d'agression et ses retombées font peser sur le monde, y compris l'incident tragique survenu hier en Pologne. Les attaques de missiles lancées hier contre l'Ukraine, les plus violentes depuis le début de la guerre, ont nécessité d'importants préparatifs militaires. Malgré ses récents revers sur le champ de bataille, Moscou n'a de toute évidence pas revu ses objectifs. Elle désire toujours rayer l'Ukraine souveraine de la carte et infliger des souffrances à des innocents. Cela témoigne à suffisance du manque absolu de volonté de la Russie de s'engager sur une voie menant à un règlement du conflit dont elle est à l'origine. La Russie se dit prête à engager des pourparlers, mais elle procède en réalité à des attaques barbares contre la population civile et les infrastructures énergétiques de l'Ukraine.

La situation actuelle ne nous fera pas changer d'approche. La Pologne estime qu'il est essentiel de continuer à soutenir l'Ukraine, comme elle le fait depuis le tout début de la guerre. Nous adoptons à cet égard une approche multidimensionnelle, en apportant une aide

tant en Ukraine que sur notre propre territoire. Nous poursuivrons sur cette voie.

Au total, l'aide polonaise accordée en 2022 aux réfugiés ukrainiens, tant par des particuliers que par des autorités locales et étatiques, est estimée à plus de 5,5 milliards de dollars, soit environ 1 % du produit intérieur brut (PIB) de la Pologne. Selon les estimations de l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Pologne aura déboursé un total de 8,5 milliards de dollars en 2022, près de 1,5 % de son PIB, pour l'aide humanitaire et militaire, ce qui en fait l'un des principaux donateurs de l'Ukraine.

Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, la question humanitaire la plus urgente sur laquelle nous devons concentrer nos efforts actuellement est celle de l'hiver qui approche. À cause des bombardements russes, plus de 3,5 millions de personnes se retrouvent sans toit. La priorité est de créer des abris pour ces personnes. Les forces russes attaquent sans relâche les infrastructures énergétiques ukrainiennes dans une tentative délibérée d'aggraver la crise humanitaire. Elles ont probablement aussi pour objectif de provoquer une nouvelle vague de réfugiés, dont le but calculé est de déstabiliser la situation dans les pays d'accueil, dont la Pologne.

L'impérialisme russe doit être traité pour ce qu'il est réellement : une menace mondiale lourde de conséquences. Cette menace mondiale doit être neutralisée avant qu'elle ne plonge davantage la planète entière dans le chaos. La guerre doit prendre fin avec l'instauration d'une paix juste. Elle doit prendre fin selon des conditions acceptables pour l'Ukraine. L'agresseur ne peut pas tirer profit de son agression. Au contraire, nous devons l'obliger à rendre des comptes pour les atrocités de la guerre et les dommages qu'il a infligés. C'est pourquoi la Pologne se félicite de la résolution adoptée par l'Assemblée générale la semaine dernière (résolution ES-11/5) sur la création d'un registre servant de mécanisme pour recenser les dommages. Nous y voyons un premier pas dans la bonne direction.

Pour terminer, nous appelons une nouvelle fois tous les États qui se tiennent du côté du droit international à prendre toutes les mesures nécessaires pour persuader la Russie de mettre un terme à son agression et de se retirer du territoire ukrainien. C'est le seul moyen d'éviter de nouveaux morts, de nouveaux blessés et de nouvelles dévastations. C'est le seul moyen de mettre fin à l'escalade de l'immense crise humanitaire et des droits humains qui continue de coûter la vie à des civils innocents.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Estonie.

**M. Tammsaar** (Estonie) (*parle en anglais*) : Je m'exprime au nom des trois États baltes, à savoir la Lettonie, la Lituanie et mon propre pays, l'Estonie.

Nous remercions la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé extrêmement utile.

Je tiens tout d'abord à saluer l'immense bravoure des forces de défense ukrainiennes qui, après des mois d'occupation russe, ont repris le contrôle de Kherson vendredi. Il ne fait aucun doute que, tôt ou tard, l'Ukraine libérera tous les territoires occupés à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Ces territoires sont ukrainiens, et l'Ukraine a tous les droits de les défendre, en parfaite conformité avec l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Nous sommes déterminés à appuyer les efforts de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra et nous continuerons à lui apporter un solide soutien politique, militaire et financier.

Les missiles russes qui ont frappé hier des infrastructures critiques et des immeubles d'habitation à Kyïv et dans plusieurs autres villes ukrainiennes démontrent une fois de plus que la Russie n'est pas intéressée par la paix. Au cours de la plus intense vague de frappes balistiques contre l'Ukraine enregistrée depuis février, deux citoyens polonais ont perdu la vie dans une explosion qui a eu lieu dans l'est de la Pologne. Je souhaite adresser mes plus sincères condoléances aux familles des personnes qui ont tragiquement perdu la vie lors de cette attaque barbare.

Nonobstant les enquêtes en cours, il est indéniable que la Russie est seule à porter la responsabilité de cette explosion, alors qu'elle poursuit sa guerre illégale contre l'Ukraine.

Nous saluons les mesures rapidement mises en place par les organismes humanitaires des Nations Unies, sous la direction de la Coordonnatrice des opérations humanitaires, M<sup>me</sup> Denise Brown, qui, pour la première fois depuis la prise de contrôle de Kherson par les forces russes, ont permis à la ville de recevoir lundi une aide humanitaire. À Kherson comme dans d'autres zones libérées, l'armée russe a laissé derrière elle une traînée d'atrocités criminelles. La ville s'est retrouvée sans eau, sans chauffage, sans électricité et sans communications. Nous exhortons la Russie à autoriser les organismes humanitaires à accéder aux zones actuellement sous occupation russe afin que l'aide d'urgence nécessaire puisse parvenir à toutes les personnes

qui en ont besoin en Ukraine. L'hiver approche à grands pas dans ce pays, et les températures devraient chuter bien en dessous du point de congélation. En raison des frappes délibérées menées par la Russie contre les installations énergétiques de l'Ukraine au moyen de missiles et de drones fournis par l'Iran, 7 millions de personnes sont aujourd'hui privées d'électricité. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie continuent de fournir une aide humanitaire à l'Ukraine afin de répondre aux besoins exacerbés par l'hiver et par les attaques russes contre les infrastructures ukrainiennes, tout en apportant une aide au déminage. Nous exhortons aussi la Russie à autoriser les représentants de l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge à accéder aux lieux où sont détenus des civils et des militaires prisonniers de guerre, ainsi qu'à garantir l'accès de la mission d'établissement des faits de l'ONU à Olenivka. La déportation d'enfants ukrainiens à destination de la Russie est un crime de guerre. La place des enfants est auprès de leur famille et de leurs proches, et ils doivent être ramenés immédiatement et en toute sécurité dans leur foyer.

La guerre d'agression brutale et non provoquée menée par la Russie contre l'Ukraine a suscité une vive inquiétude à l'échelle mondiale. En bloquant les ports maritimes ukrainiens et en détruisant des infrastructures indispensables, la Russie a provoqué une crise alimentaire mondiale et a essentiellement fait de la nourriture et de la faim une arme pour mener une guerre hybride. L'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, ainsi que les corridors de solidarité mis en place sous la conduite de l'Union européenne, ont dès lors joué un rôle déterminant dans la stabilisation du marché alimentaire mondial et dans l'approvisionnement de millions de personnes en denrées alimentaires en Afrique, en Asie et en Europe. Les déclarations dans lesquelles la Russie affirme que les céréales ukrainiennes ne parviennent qu'aux pays européens et que ses propres expéditions de céréales et d'engrais sont frappées d'interdiction en raison des sanctions occidentales sont fausses, ainsi que l'ont confirmé des responsables de l'ONU au Conseil de sécurité. Nous saluons tous les efforts déployés par le Secrétaire général et la Türkiye pour proroger l'accord sur les céréales, et nous exhortons la Russie à accepter sa prorogation au-delà du 19 novembre et à le mettre en œuvre de bonne foi.

Nous condamnons fermement les discours irresponsables tenus par la Russie sur le nucléaire, ainsi que ses accusations cyniques selon lesquelles l'Ukraine serait en train de créer une bombe sale, accusations qui ont été réfutées catégoriquement et sans ambiguïté par

l'Agence internationale de l'énergie atomique. Nous exhortons la Russie à retirer immédiatement toutes ses troupes et son matériel militaire des locaux de la centrale nucléaire de Zaporijia, qu'elle contrôle illégalement, et à mettre fin à son chantage nucléaire.

Enfin, il est essentiel de veiller à ce que tous les éléments de preuve relatifs aux crimes et aux violations des droits humains et du droit international humanitaire commis en Ukraine continuent d'être recueillis d'une manière qui les rende recevables devant des institutions judiciaires indépendantes et impartiales. Nous sommes déterminés à faire en sorte que toutes les personnes responsables de crimes de guerre ou d'autres atrocités criminelles soient traduites en justice. Cependant, comme cela a été souligné, les personnes qui portent la plus grande responsabilité sont celles qui ont décidé de mener une guerre illégale contre l'Ukraine. L'agresseur ne peut rester impuni, sinon d'autres suivront son exemple. C'est pourquoi nous plaidons en faveur de la création d'un tribunal spécial afin de combler l'actuel vide juridictionnel et de traduire en justice les hauts responsables politiques et militaires de la Russie pour le déclenchement d'une agression contre l'Ukraine.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Skoog.

**M. Skoog** (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de nous avoir réunis et de me donner l'occasion de m'adresser au Conseil cet après-midi. Je remercie également M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo de son exposé très complet.

J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne et de ses États membres.

Je voudrais souligner les trois points suivants : premièrement, l'importance de faire respecter le droit international humanitaire ; deuxièmement, l'application du principe de responsabilité pour les crimes commis en Ukraine ; et troisièmement, les conséquences mondiales de la guerre d'agression menée par la Russie.

En premier lieu, en ce qui concerne le droit international humanitaire, ces dernières semaines, la Russie a intensifié ses frappes ciblées contre des civils et des infrastructures civiles en Ukraine. La journée d'hier a été le théâtre de la plus vaste et de la plus grave attaque de missiles observée depuis le début de l'invasion. Nous adressons nos condoléances aux familles des victimes, en Ukraine et en Pologne. En perturbant délibérément l'approvisionnement en énergie et en eau, la Russie cherche à paralyser l'Ukraine et à semer le désespoir au

sein de la population à l'approche de l'hiver. Ces actes inacceptables perpétrés par la Russie contre des civils et des infrastructures civiles sont illégaux et constituent des crimes de guerre. Selon les estimations du Fonds monétaire international, l'Ukraine pourrait avoir besoin de 4 milliards de dollars par mois rien que pour garder les lumières allumées et les robinets ouverts. Nous ne pouvons pas laisser la population ukrainienne dans cette situation. C'est pourquoi l'Union européenne prend des mesures de relèvement urgentes pour se préparer à l'arrivée de l'hiver et réparer les infrastructures énergétiques bombardées par la Russie. Elle travaille également sur un ensemble de mesures destinées à garantir la stabilité macroéconomique de l'Ukraine, à maintenir ses services publics essentiels et à reconstruire les infrastructures critiques. Je tiens aussi à rappeler combien il importe d'assurer un accès humanitaire sans entrave, y compris aux zones qui ne sont pas actuellement sous le contrôle du Gouvernement ukrainien.

Mon deuxième point a trait à l'établissement des responsabilités. Les images de la libération de Kherson suscitent à la fois la joie et l'effroi – la joie, parce que la population a accueilli ses libérateurs après huit mois d'occupation barbare, et l'effroi, car les récits et les preuves d'actes de cruauté et de crimes de guerre font surface, comme à Boutcha, Izioum et ailleurs. Il est d'une importance capitale de continuer à recueillir tous les éléments de preuve relatifs aux crimes de guerre commis sur tout le territoire ukrainien. Nous comptons sur la Cour pénale internationale et les autorités ukrainiennes pour amener les auteurs de ces actes à en répondre. Nous saluons les efforts déployés par l'Ukraine pour garantir l'établissement des responsabilités, y compris pour le crime d'agression. En conséquence, nous examinons la faisabilité de différentes options afin de déterminer la meilleure façon de garantir la pleine application du principe de responsabilité.

L'adoption, lundi, par l'Assemblée générale de la résolution ES-11/5, dans laquelle elle recommande de créer un registre des dommages et reconnaît la nécessité de réparer ces derniers, constitue une autre mesure importante pour garantir l'application du principe de responsabilité. Toutes les victimes de l'agression de la Russie méritent justice et réparation. L'Union européenne continuera à soutenir l'Ukraine dans le cadre des procédures ouvertes devant la Cour internationale de Justice. Nous soulignons également l'important travail de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine créée à cet égard par le Conseil des droits de l'homme.

Troisièmement, s'agissant des conséquences mondiales, le fait que la Russie utilise la nourriture comme arme dans la guerre qu'elle mène contre l'Ukraine lui vaut de porter l'entière responsabilité de l'aggravation de la crise mondiale de la sécurité alimentaire. L'Union européenne est à l'avant-garde des efforts déployés à l'échelle mondiale pour lutter contre l'insécurité alimentaire, qui touche des millions de personnes vulnérables, notamment dans les pays en développement. Nous réaffirmons notre ferme appui à tous les efforts consentis pour étendre l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, conclue sous l'égide de l'ONU, et pour intensifier l'acheminement des céréales et autres denrées alimentaires indispensables. Nous saluons l'action du Secrétaire général et du Centre de coordination conjoint à Istanbul à cet égard. Selon les données de l'Organisation des Nations Unies, les deux tiers du blé exporté depuis l'Ukraine dans le cadre de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire ont été destinés aux pays en développement. Outre les exportations par voie maritime, 15 millions de tonnes de produits agricoles ont été exportées de l'Ukraine vers les marchés mondiaux par voie terrestre via les corridors de solidarité établis entre l'Union européenne et l'Ukraine. Afin de remédier au manque de capacités et de continuer à faciliter les exportations en provenance d'Ukraine, l'Union européenne a mobilisé 250 millions d'euros supplémentaires.

Parallèlement, l'Union européenne intensifie l'aide alimentaire mondiale. En début de semaine, une nouvelle enveloppe de 210 millions d'euros d'aide humanitaire destinée à 15 pays a été annoncée, portant le soutien global de l'Union européenne à la sécurité alimentaire à 8 milliards d'euros entre 2021 et 2024. Nous invitons les autres pays à suivre cet exemple et à intensifier eux aussi leur aide humanitaire en faveur des plus vulnérables. À cet égard, je tiens à exprimer ma reconnaissance pour la solidarité et les admirables gestes humanitaires qui ont été annoncés par plusieurs membres du Conseil, dont certains viennent de très loin.

En début de semaine, le Président Zelenskyy a déclaré que son pays était prêt pour la paix. L'Union européenne soutient tous les efforts sincères et sérieux déployés à cette fin dans le plein respect du droit international, y compris dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous notons cependant que la Russie n'a montré aucun signe indiquant son désir de participer à efforts diplomatiques sérieux et sincères. Au contraire, elle a intensifié ses tirs de missiles sur les infrastructures civiles. L'Union

européenne restera aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra, et elle continue d'exhorter la Russie à cesser immédiatement toutes les hostilités et à retirer sans condition toutes ses forces et son matériel militaire de l'ensemble du territoire ukrainien à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. La guerre prendrait fin dès demain si la Russie se retirait, comme le demande l'Assemblée générale.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie.

**M. Chatrnúch** (Slovaquie) (*parle en anglais*) : La Slovaquie s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne.

Près de neuf mois ont passé depuis le début de l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine, agression qui foule aux pieds les valeurs et principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies et le droit international. En dépit des nombreux appels de la communauté internationale, la Fédération de Russie continue de se murer dans le silence et de justifier par de la désinformation et de la propagande sa prétendue opération militaire spéciale, ce que nous condamnons avec force.

Comment la Fédération de Russie peut-elle continuer de vouloir nous convaincre que ses actions sont justifiées au regard du droit international ? Ces derniers mois, dans cette même salle, le représentant de la Russie nous a affirmé que les civils ukrainiens étaient heureux d'être prétendument libérés de l'influence de Kyïv par l'armée russe. Toutefois, les récentes photos et vidéos de civils accueillant à bras ouverts, dans la ville de Kherson récemment libérée, les courageux soldats ukrainiens qui se battent pour l'avenir de leur pays prouvent exactement le contraire et ne font que confirmer que la Fédération de Russie s'efforce de nous faire vivre *Au royaume des miroirs déformants*.

La Slovaquie est gravement préoccupée par la situation humanitaire en Ukraine qui, malheureusement, se détériore rapidement. Nous sommes atterrés par le nombre considérable de meurtres de civils innocents et d'attaques contre les infrastructures critiques, ainsi que par l'ampleur des violences sexuelles et fondées sur le genre commises par les soldats et occupants russes.

Nous déplorons très vivement les attaques de missiles que la Russie a menées hier en Ukraine et qui ont plongé 7 millions de foyers dans l'obscurité.

Comment pouvons-nous attendre de la Fédération de Russie qu'elle respecte le droit international et le droit international humanitaire, en vertu desquels les civils innocents doivent être protégés en temps de guerre, alors qu'elle ne garantit même pas les droits fondamentaux de ses propres citoyens ? Nous avons été horrifiés par la vidéo montrant l'exécution à coups de masse d'un ancien détenu russe. Ce genre d'acte n'est rien d'autre qu'un homicide arbitraire, assorti de multiples violations des droits humains, dont le droit à la vie. Et c'est bien la preuve que les droits humains ne sont qu'un simple concept pour la Fédération de Russie, concept dont elle ne tient délibérément aucun compte.

Nous tenons à redire nos inquiétudes quant aux graves conséquences qu'a l'invasion russe sur la sécurité alimentaire mondiale. À cause d'elle, des millions de personnes à travers le monde sont confrontées à l'extrême pauvreté, à la faim et au manque d'accès à la nourriture. L'échéance de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire approche, et nous sommes très favorables à sa prorogation.

Dernier point mais non des moindres, la Slovaquie exhorte la Fédération de Russie à écouter enfin la voix des Nations Unies et à appliquer toutes les résolutions pertinentes, notamment la résolution ES-11/5 de l'Assemblée générale, adoptée lundi.

*La séance est levée à 17 h 20.*